

*l'Anti*capitaliste

N°90 | SEPTEMBRE 2017 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION DANS LE MONDE ARABE



**RUSSIE 1917
TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS?**



**LA «TRANSITION ÉCOLOGIQUE»
SAUCE MACRON-HULOT:
NI TRANSITION, NI ÉCOLOGIE**



**CE QUI SE PASSE ET SE JOUE
AU VENEZUELA**

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Résister à la casse sociale **P3**

RUSSIE 1917 : LA RÉVOLUTION

Laurent Ripart Tout le pouvoir aux soviets? **P4**

ACTUALITÉ

Christine Poupin La « transition écologique » sauce Macron-Hulot : ni transition, ni écologie **P8**

Sophie Ozanne La crise d'Europe Ecologie – Les Verts sonne-t-elle la fin de l'écologie politique? **P10**

Jean-Philippe Divès Ce qui se passe et se joue au Venezuela **P12**

Alejandro Velasco, Pablo Stefanoni Venezuela Pourquoi les secteurs populaires ne descendent-ils pas des collines? **P14**

DOSSIER

Julien Salingue Révolution et contre-révolution dans le monde arabe **P18**

Gilbert Achcar, Yann Cézard « Une expérience source d'espoir pour l'avenir » **P20**

Dominique Lerouge Tunisie Un bilan en demi-teinte **P24**

Dominique Lerouge Tunisie La révolte ne cesse de gronder dans les régions intérieures **P26**

Hoda Ahmed Egypte Vivre et militer sous la dictature **P29**

Dominique Lerouge, Hoda Ahmed Les islamistes à l'épreuve du pouvoir Tunisie: une mise en retrait pour mieux s'enraciner et revenir **P31**

Egypte: d'une tentative de règne sans partage à une impitoyable répression **P32**

Chawqui Lotfi Maroc Dans le Rif, une mobilisation de masse radicale **P33**

Nadir U. Haddad, Cathy Billard Algérie « Si le mouvement social est entré en résistance passive, il n'a pas abdiqué » **P34**

FOCUS

Antoine Rabadan Impérialisme et djihadisme, deux étoiles jumelles **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:

Le 4 juin 2017, dans la capitale rifaine (nord marocain) d'Al-Hoceima. Reuters/Youssef Boudlal.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Virginia de la Siega, Gallia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

A Charlottesville le 12 août 2017, dans les manifestations qui ont vu l'assassinat de Heather Heyer par un néo-nazi. A côté des « Black Lives Matter » et de condamnations du Ku Klux Klan, des slogans parodient Trump en disant « Make Racists Afraid Again » (Rendez leur peur aux racistes). DR.



Résister à la casse sociale

PAR RÉGINE VINON

Avec la casse du code du travail, le droit du travail en France est en passe de reculer de plusieurs décennies. Les acquis obtenus au fil des luttes passées sont en péril. Macron et sa clique voudraient nous livrer pieds et poings liés aux patrons, en subordonnant les droits du travailleur aux exigences des entreprises. Le gouvernement prend l'exemple des pays où ces mauvais coups ont été portés, comme l'Italie ou l'Allemagne, en prétendant que la situation s'en est trouvée améliorée. Ce sont des mensonges. Car cela a juste procuré de la main-d'œuvre corvéable aux entreprises qui, par ailleurs, n'embauchent que lorsqu'elles ont besoin de le faire. En Allemagne, une étude récente montre que les patrons en ont profité pour transformer des emplois stables en emplois précaires subventionnés, et que deux millions de salariés gagnent moins de six euros de l'heure ! En Italie, après un effet d'aubaine saisi par les patrons, le chômage est reparti de plus belle.

En instituant le plafonnement des indemnités prud'homales, la nouvelle loi Travail dit vouloir « sécuriser » les employeurs : les patrons voyous seront dorénavant protégés. Dans le même esprit, pour décourager les recours des salariés contre des licenciements abusifs, les délais de saisie du tribunal prud'homal sont raccourcis. De cinq ans il y a une décennie, ils passent maintenant à un an. Et dans la rubrique des licenciements facilités, il y a ce dispositif de « rupture conventionnelle collective ».

Les premiers mois de la gouvernance Macron illustrent parfaitement ses objectifs. D'un côté, réduction des aides au logement pour les plus démunis, moins cinq euros pour tous, et quasi suppression des emplois aidés ; de l'autre, réforme de l'ISF au profit des plus riches et aides accrues aux entreprises. Cette philosophie ultralibérale a déjà montré son incapacité à créer de l'emploi. Il y a eu une douzaine de réformes du marché du travail en France depuis 1993. Résultat, le chômage est passé de 9,2% en 1995 à... 9,2% en 2017. Tous les salariés, du privé et du public, sont concernés. Voilà le monde que nous préparent nos gouvernants, si nous laissons faire.

D'AUTRES MAUVAIS COUPS NOUS ATTENDENT

Ce n'est pourtant qu'un début, comme se plaisent à le rappeler Macron et sa ministre du travail, Muriel Pénicaud. Au passage, cette dernière, qui prétend agir pour notre

bien, a commencé par se faire du bien à elle-même : elle a profité d'un plan de licenciement de 900 personnes à Danone, qui avait fait grimper l'action du groupe, pour réaliser en 2013 une « modeste » plus value de 1,13 million d'euros. Elle sévissait à l'époque comme DRH de ce groupe.

Après le dynamitage du code du travail, il y a dans les cartons celui de l'assurance-chômage, qui va de pair. Pour leur faire accepter n'importe quel emploi, il faut réprimer les chômeurs, en effectuant un chantage à la suppression de leur indemnisation, comme c'est déjà largement le cas en Allemagne, où les prestations sont coupées sous n'importe quel prétexte.

Si on entend souvent parler du coût du travail, on entend bien moins parler du coût du capital. Les mesures d'allègement de cotisations sociales pour les employeurs représenteront cette année 51,9 milliards d'euros, dont près de la moitié pour le CICE. Au détriment des services publics qui n'arrêtent pas de se dégrader. La France, un pays qui soi-disant découragerait les entrepreneurs, est ainsi celui qui conserve sa position de plus gros pourvoyeur de dividendes en Europe (54 milliards de dollars en 2016), devant l'Allemagne (36 milliards). Mais lorsqu'il faut taxer si peu que ce soit les bénéficiaires, le patronat hurle et le gouvernement... recule. Ainsi en va-t-il de la surtaxe provisoire des

entreprises réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires, qui ne figurera finalement pas dans le budget 2018 à côté de la baisse de cinq euros mensuels de l'APL. Tout un symbole.

IL FAUT UN PLAN DE LUTTE

Face à ces attaques qui vont continuer tout au long du quinquennat Macron, et qui ont été préparées sous le gouvernement précédent,

avec notamment la loi El Khomri, il est urgent de réagir. Or, ceux qui sont censés nous défendre, les dirigeants syndicaux, ont quasiment tous participé à cette mascarade de concertation, avec des dés pipés car les résultats étaient connus d'avance. Des journées de protestation sont organisées par la CGT, Solidaires et la FSU. Il est important qu'elles connaissent du succès. Mais il est temps aujourd'hui d'élaborer un véritable plan de riposte, au même titre que gouvernants et patrons ont fourbi leurs attaques depuis des années. Et de commencer à en parler et à s'organiser dans nos entreprises, facultés et lycées, au sein des structures et équipes syndicales combattives dont certaines, notamment à FO, ont appelé au 12 septembre contre l'avis de leur confédération. □



Le 30 août 2017, devant l'université d'été du Medef.
Photothèque rouge/Milo.

Tout le pouvoir aux soviets ?

PAR LAURENT RIPART

Le régime issu de la révolution d'Octobre se définissait à la fois comme socialiste et «soviétique», à l'image d'une révolution qui se voulait aussi politique que sociale. La nouvelle Russie «soviétique» s'attacha à mettre en place un Etat prolétarien qui devait permettre à la classe organisée en conseils d'exercer directement sa domination, sans passer par l'intermédiaire des élites parlementaires inhérentes à la démocratie bourgeoise.

Sur ce point, la révolution de 1917 se solda par un échec manifeste, puisque la nouvelle URSS n'eut finalement de soviétique que le nom, dans la mesure où le pouvoir n'y était exercé que par les instances du parti communiste qui ne laissait aux soviets d'autres fonctions que celles de courroies de transmission de son appareil bureaucratique. Ce constat amena la gauche «conseilliste» et les courants anarchistes à analyser la révolution russe comme une «révolution confisquée» par les bolcheviks, qui auraient usurpé le pouvoir des soviets en les vidant de leur substance démocratique. Pour être aujourd'hui très répandue, cette perception est toutefois largement caricaturale, dans la mesure où l'échec d'un Etat véritablement soviétique relève d'un processus complexe qui ressort d'abord et avant tout des limites réelles des capacités d'auto-organisation des masses russes.

AUX ORIGINES DES SOVIETS : L'EXPÉRIENCE FONDATRICE DE 1905

Les soviets naquirent en 1905 lorsque les ouvriers russes en grève décidèrent de se doter de conseils de délégués (en russe : soviets). Le premier soviet surgit à Ivanovo, une ville industrielle de 150 000 habitants où se développèrent des grèves importantes au début du mois de mai 1905. Après une manifestation imposante le 15 mai, le gouverneur de la ville demanda aux ouvriers de désigner des délégués afin d'ouvrir des négociations. Dans les jours qui suivirent, les usines d'Ivanovo élurent 110 délégués qui constituèrent un soviet dont le bureau élaborait une plate-forme de revendications sociales et politiques. Pendant six semaines, le bureau

du soviet d'Ivanovo mena des discussions avec le gouverneur, avant de se résoudre à reprendre le travail et de voter sa dissolution. Malgré ses évidentes limites, l'expérience d'Ivanovo connut un grand retentissement et se diffusa dans la petite cinquantaine de villes industrielles russes qui, durant l'été et surtout l'automne 1905, se dotèrent elles aussi de soviets ouvriers, afin d'élaborer leurs revendications et les discuter avec le patronat et les autorités.

La mise en place de ces soviets constituait un particularisme russe qui s'explique par le profond degré d'imaturité de son mouvement ouvrier. En 1905, il n'existait en effet en Russie aucun cadre susceptible d'élaborer une plate-forme revendicative et de la discuter, puisque le pays ne disposait pas de syndicats indépendants et que les partis socialistes n'avaient qu'une existence clandestine et ne représentaient que très peu de choses. La mise en place des soviets correspondait par ailleurs aussi bien aux intérêts des ouvriers qu'à ceux des autorités et du patronat qui avaient besoin, en pleine crise révolutionnaire, de trouver des interlocuteurs. De ce fait, la mise en place des soviets ne suscita pas un enthousiasme immodéré dans la fraction la plus radicale du mouvement socialiste, qui se méfiait de ces conseils instrumentalisés par les autorités.

Les mencheviks, qui voyaient dans les soviets les prémices du parti ouvrier de masse dont ils rêvaient, furent les plus enthousiastes et leurs dirigeants jouèrent souvent un rôle majeur dans ces premiers soviets. Les socialistes-révolutionnaires portèrent aussi un regard positif sur ces conseils dans la mesure où leur romantisme slavophile les amenaient à y voir un relent des anciennes communautés villa-

geoises russes, auxquelles ils accordaient des vertus démocratiques totalement mythifiées. Les bolcheviks furent en revanche bien plus réticents, comme en témoigne un article paru le 7 novembre 1905 dans la *Novaïa Jizn*, le quotidien officiel du parti, qui expliquait leur défiance envers les soviets en arguant que «seul un parti rigoureusement de classe est à même de diriger le mouvement politique du prolé-

Dans une réunion du soviet de Pétrograd en 1917. DR.



tariat et de veiller à la pureté de ses mots d'ordre et non ce fatras politique, cette organisation politique confuse et hésitante.» Cette ligne ne prépara pas les bolcheviks à la radicalisation de la crise révolutionnaire qui devait faire des soviets le vecteur de l'insurrection ouvrière. Sous l'impulsion des mencheviks, le soviet de Saint-Pétersbourg devint ainsi à partir d'octobre 1905 la direction du mouvement

révolutionnaire qui faillit renverser le régime. Doté d'une milice et d'une influence de masse, le soviét de Saint-Petersbourg s'engagea dans une confrontation ouverte avec le gouvernement en proclamant le 19 octobre la journée de huit heures et la fin de la censure. Le 8 décembre, le soviét de Moscou alla encore plus loin en appelant à l'insurrection, tandis que le soviét de Novorossisk proclamait la République ou que celui de Tchita décidait d'organiser la socialisation de la Poste, des chemins de fer et des terres de l'Etat.

Si les soviets s'étaient ainsi imposés comme la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier, ils ne se considérèrent en revanche jamais comme l'embryon d'un nouveau gouvernement révolutionnaire pour se limiter à réclamer l'élection d'une Assemblée constituante et la mise en place d'une république parlementaire, sans jamais envisager de se constituer eux-mêmes en assemblée représentative. Ce faisant, ils faisaient preuve d'un indéniable bon sens: pour être largement reconnus par la classe ouvrière comme sa représentation politique, les soviets ne pouvaient prétendre diriger un pays dans lequel la classe ou-

sans les deux Chambres, sans bureaucratie professionnelle, conservant aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés.»

LES SOVIETS DE 1917: UN ÉCHO DÉFORMÉ DE CEUX DE 1905

Si la révolution de 1917 voulut s'inscrire dans l'héritage de 1905 en recréant des soviets, la continuité fut toutefois plus formelle que réelle. Alors qu'en 1905, les soviets s'étaient formés par le bas comme cadres d'auto-organisation des masses en lutte, ils furent en 1917 mis en place par le haut comme cadres institutionnels du nouveau régime. Tel le fut le cas de Petrograd, où le soviét fut créé au soir du 27 février, alors que la révolution triomphait, lorsque dans l'aile gauche du palais de Tauride, siège de la Douma, les leaders des partis socialistes constituèrent un soviét, afin d'appeler les masses à y élire des délégués, tout en cooptant un comité exécutif de 15 intellectuels et dirigeants socialistes reconnus, parmi lesquels ne se trouvait aucun ouvrier.

Surtout, ce soviét constituait l'un des deux piliers du régime qui se mettait en place, puisqu'au moment même de sa création, les dirigeants socialistes se réunissaient aussi dans l'aile droite du palais de Tauride avec les leaders des partis libéraux, pour établir un gouvernement provisoire.

Ce processus conditionna le fonctionnement des soviets. D'une part, le soviét de Petrograd eut toujours un rôle particulier, puisqu'il assuma à côté du gouvernement provisoire le rôle d'une assemblée parlementaire, palliant l'absence d'une Constituante dont le gouvernement ne cessa d'ajourner l'élection. D'autre part, dans le fonctionnement du soviét, l'accent fut toujours mis sur le comité exécutif et son bureau qui exercèrent la réalité des pouvoirs. Enfin, les soviets ne furent pas comme en 1905 des organes de la classe ouvrière, puisque le rôle très important qu'avaient pris les soldats dans la révolution leur permit d'y exercer un rôle prépondérant, comme ce fut le cas du soviét de Petrograd qui comptait 2000 soldats sur un total de 2800 délégués. Les questions militaires jouèrent donc un rôle essentiel dans les débats, comme en témoigne le fait que le premier décret du soviét de Petrograd reconnaissait aux soldats l'exercice de leurs droits de citoyen, ce qui passait en particulier par leur droit de réunion.

Les comités exécutifs avaient d'autant plus les mains libres que les soviets réu-

nissaient de très nombreux délégués, dont les réunions, souvent faites sans ordre du jour, donnaient lieu à des débats confus d'où ne sortait le plus souvent aucune décision concrète. La politisation croissante de la société russe amena aussi les assemblées de soviets à prendre un aspect parlementaire, puisque les délégués y siégeaient de plus en plus souvent selon leurs appartenances partidaires, ce qui constituait un frein aux dynamiques révolutionnaires. Disposant d'un petit appareil de secrétaires, les comités exécutifs purent ainsi développer leurs tendances à la bureaucratisation, en exerçant souvent des fonctions de gestion. Le plus souvent limitées au ravitaillement et aux permissions des soldats, celles-ci prirent une dimension plus importante dans les régions éloignées, où certains soviets constituèrent des tribunaux.

La bureaucratisation des soviets était aussi la conséquence de leur intégration dans les institutions. Alors qu'à l'origine le soviét de Pétrograd s'était conçu comme une instance indépendante de contrôle démocratique du gouvernement, son rôle fut dès le départ dévoyé par Kérénsky qui, déjà élu au comité exécutif, intrigua pour obtenir aussi un poste de ministre. Ces relations incestueuses entre le soviét et le gouvernement prirent une autre dimension, lorsque le menchevik Tséretelli, qui faisait figure de leader du soviét de Pétrograd, suivit l'exemple de Kérénsky et entra le 2 mai au gouvernement avec plusieurs autres membres du comité exécutif, dont Tchernov, le leader des socialistes-révolutionnaires. La dualité des pouvoirs était ainsi toute relative, puisque les leaders du soviét étaient partie intégrante du gouvernement: comme le constata Trotsky, les soviets ne pouvaient constituer dans ce système que «*l'aile gauche de l'ordre bourgeois*».

L'intégration des soviets dans les institutions favorisa toutefois leur diffusion à une très large échelle. Alors qu'en 1905, il n'y eut jamais qu'une cinquantaine de soviets, la Russie en comptait 900 en octobre 1917. Cette diffusion des soviets traduisait aussi une modification de leur sociologie, non seulement parce qu'à la différence de 1905 les ouvriers s'y réunissaient le plus souvent avec les soldats de la garnison, mais aussi parce que des soviets paysans se mirent en place au cours



rièrre ne rassemblait que 2 à 3% de la population totale. Certains socialistes commençaient toutefois à voir plus loin, à l'exemple de Trotsky qui affirma dans son 1905 que les soviets avaient constitué «*le premier embryon d'un pouvoir révolutionnaire*» et qu'ils pouvaient représenter une alternative à la démocratie parlementaire, en expliquant que les soviets «*c'est la véritable démocratie, non falsifiée,*

de l'été et de l'automne 1917. A la différence aussi de 1905, les soviets songèrent alors à se fédérer, ce qui permit la formation de fédérations régionales de soviets et de congrès nationaux, dont le premier se tint à Petrograd en juin 1917.

Tous ces éléments donnaient aux soviets un aspect très institutionnel qui leur permettait de disposer d'une grande autorité morale, mais n'offrait aux masses qu'un cadre très déformé d'auto-organisation. De fait, l'énergie révolutionnaire des masses passa d'abord et avant tout par les comités d'usines, les comités de soldats ou les comités agraires qui se mirent en place en 1917 et constituèrent, bien plus que les soviets, les cadres d'auto-organisation et les foyers les plus créatifs et les plus radicaux de la révolution.

DES SOVIETS QUI NE VEULENT PAS DU POUVOIR

Sur un point toutefois les soviets de 1917 s'inscrivirent dans l'héritage de 1905, en refusant de se considérer comme des prétendants à l'exercice du pouvoir révolutionnaire. A la différence de 1905, les conditions pouvaient toutefois le permettre, car la présence des soldats, autrement dit de paysans conscrits, donnaient aux soviets de 1917 une large base sociologique. Lénine ne manqua pas de s'en apercevoir, ce qui l'amena à voir dans les soviets d'ouvriers et de soldats la réalisation concrète de son mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » qui constituait depuis 1905 le fondement de sa pensée stratégique. En avançant dans ses Thèses d'avril le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ! », Lénine proposait de franchir une étape dans la révolution en construisant « une république des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans, dans le pays tout entier, de la base au sommet ».

Cette perspective amenait Lénine à s'opposer à la mise en place d'un régime parlementaire dans lequel il ne voyait qu'un « pas en arrière » par rapport au régime des soviets. Il développa cette idée dans L'état et la révolution dont il acheva la rédaction lors de son exil finlandais en septembre 1917. S'inspirant des analyses de Marx et Engels sur la Commune de Paris, Lénine y affirmait que les soviets constituaient la forme concrète que pouvait prendre en Russie la dictature du prolétariat. Pour autant, il lui fallait recon-

naître que les soviets n'en prenaient pas le chemin, dans la mesure où ils étaient rendus totalement impuissants « du fait qu'ils sont dirigés par des démocrates petits-bourgeois ». Si le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » trouvait en effet un grand écho dans les masses, si les faits devaient démontrer que la présence de ministres libéraux dans le gouvernement provisoire le condamnait à ne résoudre aucun problème et conduisait inexorablement la révolution à la faillite, les socialistes modérés qui dirigeaient les soviets ne voulaient à aucun prix rompre avec la bourgeoisie et s'opposait donc à ce qu'ils assument seuls le pouvoir.

Dans leurs mémoires, Soukhanov et Ras-kolnikov racontent que lorsque le 5 juillet une masse de soldats, d'ouvriers et de marins de Kronstadt allèrent exiger au palais de Tauride que le soviet prît ce pouvoir dont il ne voulait se saisir, un ouvrier frappa Tchernov en lui criant : « prends le pouvoir, fils de pute, puisqu'on te le donne ! » Si Tchernov eut la vie sauve, grâce à Trotsky qui en s'interposant lui permit d'échapper au lynchage, l'anecdote témoigne de l'impasse dans laquelle se trouvait le soviet, dont les dirigeants refusaient de prendre le pouvoir que le gouvernement provisoire était de moins en moins en mesure d'assurer. De par son retrait, le soviet ne constitua plus après juillet qu'un acteur politique secondaire que Kérénsky s'attacha encore à rabaisser. En juillet, il refusa que ses ministres soient responsables devant le soviet et le contraignit à quitter le palais parlementaire de Tauride pour s'installer à l'institut Smolny, marquant symboliquement sa déchéance politique. Enfin, en septembre, Kérénsky créa un pré-parlement à sa main, destiné à remplacer les soviets dont la droite exigeait la liquidation.

Cette situation amena Lénine à estimer, au lendemain de la crise de juillet, que le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ! » était devenu obsolète et que les bolcheviks devaient s'orienter vers la préparation insurrectionnelle de la prise du pouvoir. Ces nouvelles thèses de Lénine furent au centre des discussions du 6e congrès que les bolcheviks tinrent à Petrograd du 26 juillet au 3 août. Les partisans de Lénine, alors en exil en Finlande, ne purent l'emporter qu'au prix de concessions à l'aile droite du parti, qui considérait non sans quelque pertinence que cette politique de contournement des soviets ne pouvait aboutir qu'à une dictature du seul parti bolchevik.

Lénine était en réalité très hésitant. La

crise provoquée par le putsch de Kornilov, mais aussi l'évolution des soviets dans lesquels les bolcheviks devenaient un peu partout majoritaires, l'amènèrent à penser à la fin du mois d'août qu'il était peut-être possible de contraindre les socialistes modérés à accepter de mettre en place un régime des soviets. Toutefois, si la plupart des dirigeants socialistes entendait par là la mise en place d'un gouvernement socialiste responsable devant le soviet, Lénine en avait une vision bien différente, celle d'une « refonte radicale de tout l'ancien appareil d'Etat (...) par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique ».

Le refus des socialistes de rompre avec la bourgeoisie et leur orientation de plus en plus hostile à la dynamique révolutionnaire amènèrent à la mi-septembre Lénine à considérer définitivement que seule la prise du pouvoir pouvait sauver la Russie de la contre-révolution. S'il parvint au début octobre à en persuader le parti, les bolcheviks se divisèrent pour savoir si, comme le soutenait Kamenev, l'insurrection devait être dirigée par les délégués bolcheviks au 2^e congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, qui devait s'ouvrir à Petrograd le 25 octobre ou, comme Lénine parvint à l'imposer, si elle devait précéder l'ouverture du congrès, ce qui revenait à mettre ses délégués devant le fait accompli.

L'ÉCHEC DU NOUVEL ORDRE SOVIÉTIQUE

Les modalités de l'insurrection d'Octobre relevèrent sur ce point d'un compromis. Trotsky imposa que la prise du pouvoir se fit dans le cadre formel du soviet de Petrograd, puisqu'elle fut organisée par un comité militaire révolutionnaire du soviet qu'il parvint à placer sous le contrôle des seuls bolcheviks. Toutefois, à la demande pressante de Lénine, le gouvernement fut renversé quelques heures avant l'ouverture du congrès des soviets, ce qui y modifia les rapports de forces. Si les bolcheviks ne disposaient que d'une majorité relative dans le congrès, l'insurrection leur permit d'obtenir une majorité écrasante puisque les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires quittèrent l'assemblée pour protester contre la destitution du gouvernement provisoire, suivis peu après par les mencheviks internationalistes qui s'opposaient à la constitution d'un gouvernement exclusivement bolchevique. Réduit pratiquement aux seuls délégués bolcheviques, le congrès valida la destitution du gouvernement provisoire, approuva le nouveau

gouvernement constitué par les bolcheviks, puis se dissout le lendemain de son ouverture après avoir adopté les décrets de Lénine sur la terre et la paix. Les formes de la mise en place de ce « régime soviétique » conditionnèrent son fonctionnement. D'un côté, les soviets

d'Etat, les bolcheviks choisirent à leur arrivée au pouvoir d'appeler les masses à construire un régime soviétique fondé sur les organes d'auto-organisation populaire. Dans les provinces, sur lesquelles ils ne disposaient quasiment d'aucun contrôle, les bolcheviks encouragèrent la

ainsi l'habitude, dès janvier 1918, de publier ses décrets sans les faire discuter par le soviets. Dans le même temps, la mise en place de l'armée rouge scella la fin des comités de soldats, tandis que le développement de la famine et l'effondrement des transports amenèrent le gouvernement à militariser l'économie, mettant ainsi en pratique un terme aux expériences de contrôle ouvrier. Enfin, la fin du multipartisme et la bureaucratisation du parti vidèrent de leur contenu les institutions soviétiques : à la fin de 1919, 1500 des 1800 délégués au soviets de Petrograd étaient membres du parti communiste et appliquaient en conséquence la ligne qu'avait définie leur direction.

Gorki n'avait donc pas totalement tort quand il constatait le 7 décembre 1917 que « le mot d'ordre "tout le pouvoir aux conseils !" a été traduit dans les faits par le mot d'ordre "tout le pouvoir à une poignée de bolcheviks !" ». Toutefois, s'il convient de souligner la responsabilité des bolcheviks, qui ont incontestablement sous-estimé le rôle de l'auto-organisation des masses et la démocratie ouvrière, l'échec de la construction d'un authentique Etat soviétique renvoie d'abord et avant tout aux difficultés des masses russes à développer leurs propres cadres d'auto-organisation dans un pays semi-féodal, aux prises avec un effondrement économique et politique qui atteignit une ampleur difficilement imaginable.

La prodigieuse montée en puissance des bolcheviks, qui recrutèrent chaque mois 50 000 nouveaux adhérents sur le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », témoignait des aspirations populaires à la mise en place d'un régime de démocratie prolétarienne. Pour autant, la canalisation de ces mêmes aspirations par les bolcheviks traduisait aussi l'incapacité des masses à prendre elles-mêmes leurs affaires en main. En dernière instance, la dictature des bolcheviks ne constitua qu'un palliatif à l'impuissance des masses russes à imposer par le bas le régime de démocratie prolétarienne auquel elles aspiraient. □



Un détachement de gardes rouges, en 1917 à Petrograd. DR.

devaient demeurer le fondement de la légitimité du pouvoir bolchevique, puisque ce fut en leur nom que le gouvernement fit dissoudre le 6 janvier 1918 l'Assemblée constituante, considérant que cette instance élue selon les modalités du parlementarisme bourgeois constituait un recul par rapport au pouvoir démocratique des soviets. De l'autre, les soviets furent largement instrumentalisés par les bolcheviks qui n'avaient convoqué le 8 janvier 1918 un 3e congrès des députés des soviets que pour y disposer d'une assemblée à leur botte, leur permettant de légitimer la dissolution de la Constituante, grâce à la proclamation d'une République socialiste soviétique de Russie.

Il serait toutefois erroné de limiter la politique bolchevique envers les soviets à une simple logique d'organisation. Ne pouvant s'appuyer sur l'ancien appareil

de constitution de soviets qui prirent les pleins pouvoirs. Dans les campagnes, le décret sur la terre du 26 octobre appelait les soviets de paysans et les comités agraires à s'emparer des terres et à les gérer. Dans les usines, le décret du 14 novembre permettait au comité de fabrique d'instaurer le contrôle ouvrier, tandis que les bolcheviks appelaient les comités de soldats à prendre le pouvoir dans l'armée, afin de mettre en échec les menées contre-révolutionnaires de l'état-major.

Les limites de cette politique apparurent bien vite, puisque si elle put sauver la révolution, elle plongea aussi la Russie dans un chaos général et un déchaînement de violence qui amena les bolcheviks à conclure que la révolution ne pouvait être sauvée que par l'établissement d'une dictature que seul leur parti était en mesure de mettre en place. Pour des raisons d'efficacité, le gouvernement prit

Bibliographie

Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie 1905-1921*, nrf-Gallimard, Paris, 1972.

Orlando Figes, *La Révolution russe. 1891-1924, la tragédie d'un peuple*, Denoël, Paris, 2009.

Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Pétrograd*, La Fabrique, Paris, 2016.

Stephen A. Smith, *Petrograd rouge, la révolution dans les usines (1917-1918)*, Les Nuits rouges, Paris, 2017.

La «transition écologique» sauce Macron-Hulot: ni transition, ni écologie

PAR CHRISTINE POUPIN

En matière d'écologie, l'image donnée par le gouvernement issu de la séquence électorale du printemps ressemble à la célèbre union de la carpe et du lapin...

Le premier ministre, Edouard Philippe, a été directeur des affaires publiques d'Areva entre 2007 et 2010, son responsable de la communication, Charles Hufnagel, a assuré les relations presse d'EDF et d'Areva, son directeur de cabinet, Benoît Ribadeau-Dumas, a travaillé pour la Compagnie générale de géophysique, une entreprise spécialisée dans l'exploration du sous-sol pour les industries du pétrole et du gaz, et «*en même temps*», Nicolas Hulot, image verte s'il en est, devient «ministre de la transition écologique et solidaire», promu très honorifique ministre d'État, numéro trois du gouvernement. Que recèle cette apparente contradiction ?

Il faut d'abord se souvenir qu'avant d'être président, Macron a été ministre de l'économie dans le gouvernement précédent. Il fut l'un des plus fervents défenseurs du réacteur EPR d'Hinkley Point en Grande-Bretagne, alors même que certains dirigeants d'EDF s'y opposaient. Il fut aussi un soutien du nucléaire en général: «*ma volonté, c'est de donner une stabilité et une pérennité à la filière nucléaire qui est une filière d'avenir en France comme à l'international*». Il a personnellement supervisé l'accord très favorable aux sociétés autoroutières, signé le 9 avril 2015, prolongeant leurs concessions en échange du gel des péages et de la relance de l'investissement dans les axes routiers. Il a libéralisé le transport par autocar et déclaré que le diesel devait «*rester au cœur de la politique industrielle française*».

A la veille de la COP 21, en septembre 2015, il avait obtenu que cinq permis de recherche d'hydrocarbures soient signés (Champfolie en Seine-et-Marne, Herbshheim dans le Bas-Rhin et Esthéria dans la Marne) ou prolongés (Bleue Lorraine en Moselle et de Juan de Nova dans les terres australes et antarctiques françaises). Il a aussi validé les permis de recherche miniers en Bretagne, autorisant la société

Variscan à fouiller les sous-sols en quête de cuivre, zinc, plomb, or et argent... Bref, un passé de ministre résolument productiviste, extractiviste, favorable au tout-roulier et au nucléaire.

Alors que va faire Nicolas Hulot dans cette galère ?

Cette nomination et son acceptation soulèvent beaucoup de questions sur ce qu'il a obtenu comme garantie ou contrepartie: l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ? A ce jour, Macron a nommé des médiateurs et s'est engagé à «*prendre en considération les alternatives au chantier*». Ces annonces n'ont entamé ni la détermination ni la vigilance des opposant-e-s, toujours aussi nombreux lors du rassemblement des 8 et 9 juillet dernier, toujours aussi déterminé-e-s à garder la ZAD.

UNE ÉCOLOGIE QUI NE SE FÂCHE PAS AVEC LES CAPITALISTES

Certes, Hulot a refusé à deux reprises le poste de ministre sous Hollande, mais il a été souvent très proche des allées du pouvoir, qu'il soit de droite avec Jean-Louis Borloo et Nicolas Sarkozy lors du Grenelle de l'environnement en 2007 et de la conférence sur le climat de Copenhague en 2009, ou du PS avec François Hollande et Laurent Fabius pour la COP21 en 2015. Avec Macron, il dit espérer que la «*nouvelle donne politique*» lui offrira «*une nouvelle opportunité d'action*».

Malgré des déclarations passées «*contre les politiques néolibérales faisant primer le business sur l'ensemble des autres domaines de l'existence*», malgré la dénonciation de «*la violence capitaliste (qui) a colonisé tous les cercles de pouvoir*», il incarne une écologie de la négociation, compréhensive avec les entreprises, une écologie d'experts en solutions positives, une écologie dépolitisée centrée sur les comportements individuels vertueux... à l'image de sa Fondation pour la Nature et l'Homme (ex

Fondation Nicolas Hulot), désormais dirigée par Audrey Pulvar et qui compte parmi ses mécènes EDF, Vinci ou Véolia...

Sur le fond et aussi sur la forme, tant la pratique politique que la vision de l'écologie de Nicolas Hulot sont finalement assez Macron-compatibles. La conclusion de sa tribune du 2 août dans *Le Monde* illustre parfaitement cette démarche consensuelle d'une écologie qui ne fâche pas et surtout ne se fâche pas avec les capitalistes: «*des logiques économiques, sociales et environnementales, qui auparavant s'opposaient, se rejoignent désormais. Nous avons une fenêtre d'opportunité presque unique. Partout, l'union des forces progressistes, soutenue par la dynamique impulsée par le gouvernement et le plan climat, mais aussi avec les entreprises, les territoires, les citoyens, peut concrétiser ce nouvel espoir.*»

Le gouvernement n'a que quelques mois, mais à la lumière des premières décisions il est possible de se faire une idée de ce qu'Edouard Philippe a qualifié le 4 juillet devant l'Assemblée nationale de projet «*ambitieux et exigeant*» en matière d'écologie.

UN PLAN CLIMAT EN TROMPE-L'ŒIL

Après son «*Make our planet great again*», lancé en réponse à l'annonce par Donald Trump de la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris, et dans la continuité de la posture de Hollande au moment de la COP21, Macron se pose en leader international sur la question du climat. Il affirme, avec les mêmes accents cocardiens, que «*la France se veut en chef de file*», et déclare que son «*ambition (...) est d'aller plus loin que les objectifs fixés par l'accord de Paris*».

Annoncé dès début juin et présenté par Hulot le 6 juillet, le plan climat se présente comme la traduction de cette ambition. Sans doute conscient de son manque de précision et de mesures concrètes, Hulot le définit comme une «*colonne verté-*

brale à laquelle on pourra ajouter des vertèbres», expliquant qu'il «n'est pas une fin en soi». Opération de communication, il recèle un certain nombre d'annonces – faire de la France un pays «neutre» en carbone à l'horizon 2050, «disparition des passoires thermiques» en dix ans, fin de la vente de voitures à essence et au diesel en 2040... – qui peuvent faire illusion. Mais à y regarder de plus près, ce plan est à la fois loin du compte, sans moyens concrets et par certains aspects dangereux. Commençons par ce qu'il n'y a pas dans le plan : le nucléaire. Quand il est interrogé, Hulot se contente de réaffirmer l'objectif, déjà inscrit dans la loi de transition énergétique de 2015, de ramener à 50% la part de l'atome dans le mix électrique en 2025 – contre 75% aujourd'hui. Mais incapable de dire comment y parvenir, il s'en sort par une pirouette : «ce qui m'importe, plus que les symboles, c'est la planification. Mécaniquement, nous allons fermer un certain nombre de réacteurs.» Il indique devoir identifier avec ses services quels réacteurs seront fermés «en fonction de critères de sécurité, sociaux et économiques». Mais conclut : «j'espère qu'on tiendra l'objectif de 2025». Ensuite, le 10 juillet, Hulot a évoqué la fermeture d'ici à 2025 de «peut-être jusqu'à dix-sept réac-

tif pour attirer les entreprises et investisseurs de La City», c'est-à-dire satisfaire les exigences des secteurs bancaire et financier. Pourtant, selon Attac, la TTF pourrait rapporter jusqu'à 35 milliards d'euros par an si elle était appliquée à l'ensemble de l'Union européenne.

Dans le même sens, le plan climat fait l'impasse sur les accords de libéralisation du commerce et de l'investissement. Comme le dit Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France, ces «accords (CETA, TAFTA, JEFTA, etc.) contribuent à accroître les émissions de gaz à effet de serre, font peser de lourdes menaces sur les réglementations environnementales actuelles ainsi que sur la capacité des Etats à prendre de nouvelles mesures plus strictes à l'avenir, tout en donnant des droits excessifs aux entreprises multinationales empêchant de sanctuariser les politiques climatiques des Etats et les engagements pris dans le cadre de l'ONU.»

OBJECTIFS SANS MOYENS NI CALENDRIER

On n'en finirait pas de citer les objectifs proclamés sans moyens ni calendrier : «zéro artificialisation des terres» – mais quid du projet de méga-complexe commercial de Gonesse ou de la LGV Lyon-Turin ? «Disparition des passoires ther-

ment mène une attaque en règle contre le droit du travail et la sécurité sociale des salarié-e-s ?

Sans financement à la hauteur ni arme face aux groupes capitalistes climaticides, le plan climat est un couteau sans lame, mais il n'est pas que ça, il est dangereux. L'objectif de la neutralité carbone en 2050, présenté comme central et ambitieux, est en réalité volontairement flou et de ce fait inquiétant. Sous l'habillage de «trouver un équilibre entre les émissions de GES de l'homme et la capacité des écosystèmes à les absorber» se cache en fait le renoncement à réduire drastiquement les émissions et la porte ouverte aux technologies des apprentis-sorciers du climat – géo-ingénierie, capture et stockage du carbone... – et aux mécanismes de compensation et de marché carbone. Une politique écologiquement inefficace et terriblement destructrice des droits et des conditions de vie des populations.

Ce plan climat conditionne la transition écologique au bon vouloir des entreprises et à leur anticipation de profits accrus. Rien d'étonnant : son auteur voue une dévotion totale au marché, comme en témoigne sa tribune du 1^{er} août dans *Le Monde* : «la transition écologique est en train de faire ses preuves en économie. Jamais les prix des énergies renouvelables n'ont été aussi bas, laissant entrevoir un avenir sans énergies fossiles.» Comment affirmer plus clairement le credo libéral selon lequel le marché pourvoira ?

Alors qu'à coup de plan com et d'éléments de langage, Hulot tente de faire croire qu'une politique libérale est compatible avec une politique écologique ambitieuse, la réalité se réinvente très vite, elle a pour nom les perturbateurs endocriniens (PE). Hulot et le gouvernement français font «le choix politique de ne pas s'opposer» à une définition des PE qui donne satisfaction au lobby, en demandant un niveau de preuve trop élevé pour classer une substance comme perturbatrice endocrinienne et en excluant les pesticides ayant pour mode d'action, justement, la perturbation endocrinienne comme le glyphosate.

Ainsi, quand il faudrait s'opposer à l'industrie chimique pour protéger les populations, ils capitulent. Ce n'est là sans doute que le début d'une longue liste. □



teurs». Pas rassurant ! Absente aussi du plan, la taxe sur les transactions financières (TTF) dont une partie irait au financement de l'action climatique en Europe et dans les pays les plus vulnérables. La TTF est en discussion depuis plus de six ans, Macron s'était engagé à la défendre, mais il l'a fait retirer du plan pour «garder un avantage compéti-

miques» – mais quels moyens pour rénover les sept millions de bâtiments très mal isolés et énergivores ? Et quel crédit accorder à la promesse de «contrats de transition écologique» pour aider les «territoires et les salariés concernés» par la mise à l'arrêt d'ici à 2022 des quatre dernières centrales à charbon françaises à se reconverter, quand ce même gouverne-

Cet article a été élaboré dans le cadre de la Commission nationale écologie du NPA. Informations sur :
- sa page internet du site NPA, https://npa2009.org/commission_ecologie/
- son blog (avec des textes de différents comités NPA et les articles de campagne présidentielle), <http://npa-ecologie.org/>
- sa page Facebook (avec des blogs de comités NPA et des articles divers), [facebook.com/npaecologie/](https://www.facebook.com/npaecologie/)

La crise d'Europe Ecologie – Les Verts sonne-t-elle la fin de l'écologie politique ?

PAR SOPHIE OZANNE

EELV sort exsangue de la période électorale : finances dans le rouge, départ de la moitié des adhérent-e-s (moins de 2 000 aujourd'hui), fonte du nombre d'élus et perte de crédibilité...

La crise s'est approfondie quand, après avoir validé la candidature de Yannick Jadot aux présidentielles, le parti écologiste a finalement retiré son candidat au profit de celui du PS, Benoît Hamon. Le faible résultat de ce dernier a déboussolé les « écolos », qui n'ont pu que constater que leur parti ne défendait plus ses idées et avait même disparu de la scène politique : un seul député, et qui s'est déclaré membre de la majorité présidentielle !

EELV EN CRISE

A sa création, EELV rassemblait des militants et personnalités aussi différents que les régionalistes de Régions et peuples solidaires, des démissionnaires du PS (Pierre Larrouturou), des dissidents du PCF (Stéphane Gatignon, maire de Sevran), le chercheur Philippe Meirieu, la juge Laurence Vichnievski, François Dufour de la Confédération paysanne mais aussi Stéphane Hessel, Augustin Legrand (les Enfants de Don Quichotte), Emmanuelle Cosse, ancienne présidente d'Act Up, Bruno Rebelle de Greenpeace... Une belle dynamique sur le papier mais, dans la réalité, un mélange hétéroclite d'ambitions personnelles voraces, un creuset où différentes stratégies politiques se combattaient dans un climat de guerre froide, une organisation dominée par la tactique électorale au détriment des actions de terrain. Ce ne sont pas les De Rugy, Placé et Pompili qui ont arrangé le tableau.

En 2012, l'estocade fut portée par le PS qui réussit à capter au gouverne-



ment des dirigeants verts qui ont tout accepté des politiques antisociales et sécuritaires et se sont montrés inutiles pour défendre les revendications écologiques : sortie du nucléaire, arrêt des Grands projets inutiles imposés... Rien à voir avec l'objectif affiché d'être les porte-paroles des luttes dans les institutions locales et à l'assemblée nationale.

QU'EST-CE QUE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

L'écologie est apparue en réaction à l'accélération de la transformation du monde par la révolution industrielle capitaliste, l'urbanisation et la dégradation de l'environnement. D'abord science, elle est devenue un

courant politique dont les premières manifestations ont été le fait de chrétiens antimodernistes, qui ont dénoncé la course capitaliste à l'enrichissement matérialiste, détruisant la nature, œuvre de Dieu.

L'écologie politique, qui a surgi après les deux guerres mondiales et s'est affirmée lors de Mai 68, existe comme courant depuis les années 1970. Elle met les enjeux écologiques au cœur de l'action politique et de l'organisation sociale, élabore à partir d'un projet politique et non de la morale. Elle regroupe des théoriciens divers allant d'André Gorz et Alain Lipietz, se revendiquant alors de l'anticapitalisme et s'appuyant sur une critique de l'ordre existant, à

Jacques Ellul ou Günther Anders qui font de la technique, et non du capitalisme, la cause du productivisme et de la déshumanisation de la société. Si les uns et les autres intègrent le rapport humanité/nature et les relations des humains entre eux dans la nature, ils ne voient pas l'Histoire comme une lutte entre les détenteurs de capitaux et les travailleurs : ils veulent dépasser cette opposition.

L'écologie politique accorde une utilité au mouvement social pour transformer la société, mais privilégie une éthique comportementale, faisant porter aux individus la respon-

Parcours d'un « écologiste politique » : des Verts et d'EELV au hollando-vallsisme, puis au macronisme... et à la présidence de l'Assemblée nationale. DR.

COLOGIE
RUGY
#FDR2017

DERUGY2017.fr

RE DE LA GAUCHE

sabilité de leurs choix. En France c'est René Dumont, candidat à l'élection présidentielle en 1974, qui a donné une audience massive à l'écologie politique.

LA FIN DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

Pour comprendre l'évolution des écologistes, il faut revenir en arrière. Jusque dans les années 1980, les « écolos » ne créent pas de parti. Ils tiennent des AG à la veille des élections locales et nationales pour déterminer leur position. En 1981, ils vont ainsi désigner Brice Lalonde, alors proche du PSU. Une fois les élections passées, chacun-e retourne à son association, à son syndicat.

Mais tout change quand les Verts allemands, mobilisés contre les euro-missiles (installés en Europe par les Etats-Unis et l'OTAN) et les SS20 soviétiques, créent un parti (Die Grünen) qui va, grâce à la proportionnelle, occuper des postes électifs au niveau territorial et, dès 1983, national. Cohn-Bendit et Frieder Wolf vont propager la stratégie des Grünen en France et pousser à la création d'un parti vert doté d'une même ambition de participation au pouvoir.

En France, au début des années 1980, les rapports entre les Verts et la « vieille gauche » sont conflictuels. La réflexion menée alors chez les Verts tourne autour de l'autonomie, la solidarité, la responsabilité et la démocratie participative. Des questions se posent : que faire avec le PS productiviste, de plus en plus libéral ? Que faire avec le PCF pro-nucléaire ? Réponse : rien ! Le « ni droite, ni gauche » mené par Antoine Waechter pousse les Verts à l'autonomie. Les succès aux municipales de 1988 et aux européennes de 1989 (11 %) valident cette stratégie politique. Mais aux législatives de 1993, l'alliance les Verts/Génération Écologie n'obtient aucun élu. Les écologistes comprennent que, sans accord électoral avec d'autres partis, l'écologie politique ne peut peser sur la gestion des affaires. Le débat fera rage jusqu'en 1995 (Dominique Voynet n'osant pas alors appeler à battre la droite au second tour de la présidentielle).

La politique des alliances l'emportera en 1997 : Les Verts et Génération Écologie entrent au gouvernement. Mais en 2002, les Verts, malgré leurs candidatures autonomes aux législatives, ne profitent pas de la défaite du PS, se déchirent et oscillent à nouveau entre accord électoral et autonomie par rapport au parti dominant à gauche.

En 2017, la situation se dégrade après la participation de ministres EELV aux calamiteux gouvernements Ayrault-Valls-Jospin. EELV en sort déconsidérée, critiquée, désertée.

ET POURTANT...

La conscience écologique progresse ici ou ailleurs sur la planète. La crise écologique gravissime qui menace l'humanité (basculement climatique, déforestation, chute de la

biodiversité) bouscule les certitudes idéologiques sur l'horizon indépassable du capitalisme, dont la responsabilité première dans les crises sociales, économiques et écologiques n'est plus à démontrer.

En Europe, les partis verts ne profitent pas de cette progression de la conscience. La gestion des affaires de la bourgeoisie au sein de gouvernements sociaux-démocrates ou libéraux ont mis en lumière les limites des partis verts : dénoncer les effets du système sans oser s'attaquer aux causes, liées aux modes de production et de consommation capitalistes, est une impasse. Aujourd'hui, EELV en paye le prix. Pour nous, une politique écologique conséquente ne peut être qu'anticapitaliste.

Le capitalisme est remis en cause par un nombre croissant d'individus qui, soit organisés dans des partis, soit investis dans des expériences individuelles ou de groupes, le contestent et tentent de mettre en pratique des contre-pouvoirs (AMAP, ZAD, production autonome d'énergie renouvelable, échanges de semences...), parfois dans l'illégalité.

Celles et ceux qui sauront incarner une politique écosocialiste (anticapitaliste et écologique), qui réussiront à construire une radicalité porteuse des bouleversements indispensables pour sortir du capitalisme et bâtir des sociétés où vivre et prospérer ne seront plus synonymes de destruction et d'asservissement de l'environnement et des humains, celles et ceux-là montreront qu'un « autre monde est possible ». Voilà la bataille qui est devant nous.

Ce n'est pas dans les institutions de la V^e République que ce combat doit se mener, c'est dans les luttes de terrain, à tous les étages de la société, avec les uns et les autres, organisés ou non. Les forces militantes du NPA doivent être mobilisées pour contribuer à donner, avec d'autres, une issue positive à l'avenir de l'humanité. □

*Cet article a été élaboré dans le cadre de la Commission nationale écologie du NPA. Informations sur :
- sa page internet du site NPA, https://npa2009.org/commission_ecologie/
- son blog (avec des textes de différents comités et les articles de campagne présidentielle), <http://npa-ecologie.org/>
- sa page Facebook (avec des blogs de comités NPA et des articles divers), [facebook.com/npaecologie/](https://www.facebook.com/npaecologie/)*

Ce qui se passe et se joue au Venezuela

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Une crise économique et sociale abyssale... La nette victoire (par 56 % contre 41 %) aux élections législatives de décembre 2015 d'une droite revancharde et pro-US... Le refus du gouvernement Maduro de reconnaître sa défaite, tout comme de convoquer le référendum révocatoire dont la tenue était de droit aux termes de la Constitution en vigueur... La riposte de la droite dans la rue, débouchant sur des affrontements sanglants... Une évolution du régime de plus en plus autoritaire, jusqu'à ses élections truquées à une pseudo « assemblée constituante »... Et pour couronner le tout, Trump qui profère maintenant des menaces d'intervention militaire. Comment en est-on arrivé là ?

Maduro n'est pas Chávez, il n'a ni son habileté ni sa capacité de direction, encore moins son charisme. Et alors que le président en exercice poursuit une fuite en avant de plus en plus autoritaire, on se rappelle que Chávez respectait les règles démocratiques qu'il avait lui-même instaurées. C'est ainsi qu'il avait accepté de passer, en août 2004, par l'épreuve du référendum révocatoire – qu'avec 59% des voix il avait remporté haut la main –, puis s'était incliné devant le résultat contraire (par 51% contre 49%) du référendum constitutionnel qu'il avait organisé, en décembre 2007, dans le but de pouvoir se représenter à plusieurs nouveaux mandats consécutifs.



A Caracas, des effigies du Che et de Chávez. DR.

EXTRACTIVISME ET DÉPENDANCE

C'est cependant dans la gestion de Chávez (mort d'un cancer en 2013) qu'il faut rechercher les causes profondes des très graves problèmes auxquels le pays se trouve aujourd'hui confronté.

Comme la plupart des autres pays d'Amérique du Sud, le Venezuela a bénéficié pendant plus de dix ans de la tendance à la hausse des prix des matières premières, portée par une forte demande des pays dits « émergents », en premier lieu la Chine; dans son cas, la hausse des prix du pétrole qui représente plus de 90% de ses exportations et près de la moitié de ses recettes fiscales.

Chávez en a profité pour redistribuer aux classes populaires une partie des bénéfices, sous forme d'augmentations des salaires et de développement des prestations sociales à travers les « missions » organisées par les autorités dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de la nutrition, etc. Le

niveau de vie a alors nettement progressé. Mais cette prospérité s'est définitivement achevée à la mi-2014, avec le retournement brutal des cours qui s'est alors engagé. Cela a conduit à une forte chute du PIB, qui atteint désormais 35% par rapport à 2013 – un niveau dépassant ceux de la Grande Dépression des années 1930.

Le chômage, qui était tombé officiellement à moins de 10%, touche désormais plus de 25% de la population, tandis que l'inflation progresse à un rythme annuel de plus de 1000%. Pour équilibrer les comptes publics, le gouvernement a de nouveau emprunté à grande échelle sur les marchés financiers. La dette et ses intérêts ont explosé, ce qui l'a amené à opérer des coupes drastiques dans les indispensables importations d'aliments, de médicaments et autres produits de première nécessité. La pauvreté et la malnutrition sont reparties spectaculairement à la hausse – en trois ans, les Vénézuéliens ont perdu en moyenne... plus de huit kilos!

Le problème central est que le régime chaviste – sous Chávez comme sous Maduro – s'est en fait contenté de rester assis sur la rente pétrolière. Comme l'a relevé le marxiste britannique Michael Roberts, « entre 1999 et 2012, le pétrole a apporté à l'Etat un revenu de 383 milliards de dollars (...) Mais ce revenu n'a pas été utilisé pour transformer les secteurs productifs de l'économie. Une partie a servi à relever le niveau de vie des secteurs les plus pauvres, mais il n'y a eu aucun plan d'investissement et de croissance (...) Au contraire, la part de l'industrie dans le PIB a chuté de 18% en 1998 à 14% en 2012. » Et la situation de dépendance alimentaire (le pays devant importer l'essentiel de sa nourriture) s'est également aggravée.

LA BOLIBOURGEOISIE

Cependant, tous ces milliards n'ont pas servi uniquement à améliorer la condition des masses. Des sommes considérables ont été détournées par les responsables de l'Etat, as-

sociés à des secteurs capitalistes à travers les contrats de commercialisation ou de sous-traitance délivrés par PDVSA, l'entreprise d'Etat qui a le monopole de l'exploitation pétrolière, ainsi que différents autres mécanismes de corruption, détournement et dissimulation de fonds (notamment des manipulations basées sur les taux de change hyper privilégiés qui sont accordés aux importateurs de biens).

L'armée est devenue le soutien fondamental du régime. Ses cadres, en premier lieu ses quelque 2000 généraux², ne sont pas en reste dans le processus d'accapement des richesses. 12 des 32 ministres du gouvernement sont issus de ses rangs, tandis que la moitié des grandes entreprises ont à leur tête des représentants de la Force armée nationale bolivarienne. De hauts responsables militaires font par ailleurs l'objet d'accusations de trafic de drogue, jugées plausibles si ce n'est avérées par de nombreux commentateurs indépendants³.

Créée en 1976 après la nationalisation complète de l'industrie pétrolière (par un gouvernement du parti «social-démocrate», qui gérait alors le pays en alternance avec le parti démocrate-chrétien), PDVSA est au centre du capitalisme vénézuélien. Comme les compagnies privées qui l'avaient précédé, elle a longtemps servi de pompe à fric pour une bourgeoisie étroitement liée à l'impérialisme US – la seule différence étant que l'Etat assurait désormais des fonctions de régulation de la corruption et du vol. Mais le *statu quo ante* a été remis en cause après l'élection de Chávez en 1999, et plus encore l'échec de la «grève pétrolière» (en réalité, un lock-out patronal) de 2002-2003, débouchant sur le renvoi de tous les dirigeants et cadres de l'entreprise liés à l'ancien régime. Le gouvernement chaviste a alors pris le contrôle total de PDVSA. Et cela a donné le coup d'envoi du processus de formation, à l'intersection de la bureaucratie d'Etat et de secteurs privés, d'une nouvelle couche ou classe privilégiée et exploiteuse : la «bolibourgeoisie». Pour l'essentiel, le conflit actuel est une lutte pour le contrôle de la rente pétrolière opposant cette nouvelle bureaucratie et bourgeoisie d'Etat aux vieilles classes dominantes qui entendent récupérer l'ensemble de leurs privilèges.

VOUS AVEZ DIT ANTI-IMPÉRIALISTE?

Tout comme les dirigeants impérialistes et ceux de la majorité des pays d'Amérique latine, les vieilles classes bourgeoises représentées par la MUD (Table ronde d'unité démocratique, un regroupement hétéroclite de sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, mais aussi de courants de droite dure et d'extrême droite) veulent en finir avec le

gouvernement Maduro et le souvenir même du chavisme parce que ce dernier, par-delà ses vicissitudes, avait redistribué des ressources, défié la grande puissance du nord et prétendu ouvrir une voie indépendante de son contrôle. En identifiant le chavisme ou post-chavisme au «socialisme», dont le régime en place se réclame indûment, ses opposants en profitent aussi pour discréditer les idéaux de l'auto-émancipation ouvrière et populaire.

Face à cette offensive, le camp Maduro conserve un seul argument d'un peu de poids : la défense de l'indépendance du pays face à l'hostilité et aux menaces de l'Onclé Sam, ennemi héréditaire des peuples latino-américains. Le régime a joué et surjoué de la corde anti-impérialiste, en dénonçant l'intervention US même aux moments où elle n'existait pas (aujourd'hui encore, les Etats-Unis continuent d'ailleurs d'acheter au Venezuela le tiers de sa production pétrolière). Mais désormais, les sanctions économiques de Washington sont réelles, tout comme le sont les menaces belliqueuses de l'occupant de la Maison-Blanche.

L'«anti-impérialisme» du gouvernement Maduro reste cependant largement rhétorique. D'abord, il paie rubis sur l'ongle les intérêts d'une dette extérieure qui, à nouveau, croît à grande vitesse. Ensuite, afin de retrouver des marges de manœuvre financières, il n'a rien trouvé de mieux que de livrer à la voracité des multinationales (russes, chinoises, canadiennes voire européennes... et même étatsuniennes) l'arc minier de l'Orénoque, une vaste région (12% du territoire national) qui regorge de gisements d'or, de diamant, de fer, de bauxite et d'autres minerais, sans compter les schistes bitumineux. Autrement dit, d'approfondir encore le «modèle extractiviste» qui a fait si clairement faillite, sans considération des dégâts sur l'environnement et pour les dix peuples indigènes qui vivent sur ces terres. D'ores et déjà, des contrats ont été signés avec Baker Hughes, Barrick Gold Corporation, China National Petroleum Corporation, Halliburton, Horizontal Well Drillers, Repsol, Rosneft, Schlumberger, Shell...

UN «ALLIÉ» INATTENDU...

En menaçant le Venezuela d'une «option militaire», Trump – qui a fait du Trump, c'est-à-dire souvent n'importe quoi, au détriment même des intérêts qu'il représente – a rendu à Maduro le plus grand des services. A la suite de ces déclarations, la popularité du président vénézuélien (qui évolue à un niveau très bas, entre 20 et 25%) a connu un rebond pour la première fois depuis des mois. L'opposition de droite (MUD)

s'en est émue et a demandé au président US plus de circonspection. Lors de sa réception officielle du vice-président US, Mike Pence, le président colombien (à la tête d'un des gouvernements les plus à droite d'Amérique du Sud) a condamné toute idée d'une intervention militaire étrangère. Comme l'a fait dans une déclaration officielle le Mercosur, le marché commun sud-américain désormais contrôlé par la droite au pouvoir au Brésil et en Argentine.

Des journalistes français ont cru pouvoir ironiser à propos des déclarations de l'ex-star argentine du football, Diego Maradona, s'affirmant prêt à aller combattre les armes à la main, comme un soldat parmi d'autres de l'armée bolivarienne. Ce faisant, ils n'ont pourtant montré (outre une évidente mentalité impérialiste) que leur profonde ignorance des réalités latino-américaines. Car en cas d'agression militaire US, ce ne sont pas quelques-uns mais des milliers, des dizaines de milliers de volontaires qui afflueraient de tous les pays du sous-continent. Le résultat ne serait pas seulement une guerre anti-impérialiste et civile au Venezuela, mais une déstabilisation voire un embrasement de toute la région.

Cela, bien des responsables politiques et économiques étatsuniens le savent, et c'est pourquoi une invasion militaire est hautement improbable. Comme mieux vaut prévenir que guérir, il reste toutefois indispensable de dénoncer ces menaces avec la plus grande force. Et si par extraordinaire une telle catastrophe advenait, tous les travailleurs, tous les peuples du monde devraient se tenir aux côtés du Venezuela et de son combat en défense de son indépendance. Mais cela n'implique pas d'accorder quelque soutien que ce soit à Maduro et à sa politique. Combattre les agressions impérialistes n'oblige nullement à choisir, au Venezuela ou ailleurs, entre des camps bourgeois qui s'affrontent sur le dos des populations. Aujourd'hui (comme l'interview qui suit en rend compte), le gros de la classe ouvrière et des secteurs populaires s'abstient de prendre parti et reste l'arme au pied. Afin d'ouvrir une issue positive à la crise actuelle, il n'y aura cependant pas d'autre clé que leur organisation et leur intervention indépendantes. □

1 La Constitution de la V^e République vénézuélienne (1999) prévoit qu'à partir de la mi-mandat du président, un référendum pour décider s'il restera ou non en place doit être organisé lorsque 20% des électeurs inscrits en font la demande.

2 A titre de comparaison, il y en a autour de 500 en France, un pays qui compte deux fois plus d'habitants que le Venezuela.

3 Comme par exemple Alejandro Velasco, dans l'interview reproduite pages suivantes.

VENEZUELA – ENTRETIEN AVEC ALEJANDRO VELASCO

Pourquoi les secteurs populaires ne descendent-ils pas des collines ?

PROPOS RECUEILLIS PAR PABLO STEFANONI

Quelques mots d'introduction

C'est de cette question que traite principalement l'interview reproduite dans ces pages – tout en présentant d'autres éléments utiles sur la situation générale du pays et l'affrontement en cours entre le gouvernement Maduro et l'opposition de droite. Les collines (« *cerros* ») qui entourent le centre-ville de Caracas concentrent la majeure partie de la classe ouvrière et des couches populaires de la capitale. C'est de là que les masses avaient déferlé lors du Caracazo, les émeutes semi-insurrectionnelles de février-mars 1989 qui avaient marqué le début de la fin du système d'alternance entre les deux grands partis capitalistes pro-impérialistes de l'époque (le Copei démocrate-chrétien et l'AD membre de l'Internationale socialiste) ; puis à nouveau en avril 2002, quand leur intervention décisive avait mis en échec le coup d'Etat de la droite pro-impérialiste qui visait à renverser Hugo Chávez.

Or il est un fait, qui demeure inchangé depuis la réalisation

de cette interview (en juin 2017) : aujourd'hui, les secteurs populaires « ne descendent pas des collines », ils restent dans l'expectative et ne s'engagent au côté d'aucun des deux camps en présence.

Alejandro Velasco est professeur associé d'histoire moderne de l'Amérique latine à l'université de New York et l'auteur de *Barrio Rising: Urban Popular Politics and the Making of Modern Venezuela* (Soulèvements dans les quartiers: politiques populaires urbaines et formation du Venezuela moderne), publié en 2015 aux Presses de l'université de Californie. Pablo Stefanoni est un journaliste argentin reconnu, auteur de plusieurs ouvrages notamment sur les processus en cours dans la Bolivie d'Evo Morales. Il dirige la revue *Nueva Sociedad*, sur le site de laquelle ce texte a été publié (<http://nuso.org/articulo/venezuela-por-que-no-bajan-de-los-cerros>, traduit et édité – avec des coupes signalées entre crochets – par Jean-Philippe Divès).

L'une des questions que pose la crise vénézuélienne est celle des facteurs qui soutiennent le maintien au pouvoir de Nicolás Maduro. Il semble toujours être sur le point de tomber et pourtant ne tombe pas, alors même que la crise s'aggrave. Quelle est votre interprétation ?

Il y a une combinaison de plusieurs éléments. D'abord, l'appareil d'Etat et l'élite chaviste. A mesure qu'elles ferment les espaces politiques, au plan interne comme international, et qu'il ne leur reste plus d'autre recours que l'autoritarisme, les figures centrales du gouvernement se retranchent derrière la perception d'une menace non seulement à leur maintien au pouvoir, mais à leur existence même.

Pour certains, c'est une question de principes : face à une opposition qui s'est enhardie et dispose de larges soutiens, dans le pays comme à l'étranger, ce qui est en jeu est l'héritage de Chávez, en particulier l'avancée vers l'Etat communal. Au-delà de l'opposition de la droite, cela aurait dans tous les cas conduit à s'affronter à des secteurs du chavisme qui sont moins enclins à une orientation

[dite ou considérée comme, NdTr] socialiste qu'à la démocratie participative, base de la Constitution de 1999 (élaborée aux débuts du gouvernement de Chávez) qu'ils allaient donc défendre. De sorte que, pour les plus radicaux, il s'agit d'un conflit qui est d'une certaine façon bienvenu, qu'il aurait fallu engager dans tous les cas même si cela vient peut-être trop tard pour une issue victorieuse.

Pour d'autres, les intérêts sont plus prosaïques : les liens de très hauts cadres du chavisme avec une corruption dépassant toutes les bornes – à travers les taux de change préférentiels du dollar ou parfois même le narcotraffic – font que tout départ du pouvoir signifierait pour eux la prison, au Venezuela ou à l'extérieur. La crispation du conflit, ainsi vu en termes existentiels, tend à faire resserrer les rangs, même si c'est pour des raisons très différentes.

Il est vrai que l'on a vu se produire des fissures importantes dans le chavisme, avec des gens qui se sont démarqués, comme la procureure générale Luisa Ortega Díaz. Cette procureure a maintenu une position très critique face aux décisions du Tribunal suprême qui invalidait l'Assemblée

nationale, tout comme à la convocation de l'Assemblée constituante et à la répression des manifestations. Mais à cette heure, il n'y a pas eu de ruptures substantielles [...]

L'opposition, de son côté [...] pêche toujours par excès de confiance et d'une vision de court terme, basée sur sa certitude d'une victoire imminente. Cette dynamique a été accélérée – à mon avis, de façon irresponsable – par des déclarations comme celles du secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Luis Almagro, qui a été encore plus dur que l'opposition interne. Le rapprochement entre cette dernière et le gouvernement Trump, l'arrivée au pouvoir de gouvernements de droite au Brésil et en Argentine, le manque de sincérité des tentatives de dialogue du gouvernement Maduro sapent tout effort de modération et de recherche d'espaces de négociation. Le repli du gouvernement dans ses tranchées a pour reflet l'attitude similaire de la direction de l'opposition – qui se nourrit elle-même du raidissement gouvernemental.

Il y a enfin le « facteur peuple ». Comme en d'autres occasions, les manifestations

d'opposition ont été massives. Mais à la différence d'autres moments, elles n'ont pas pu se maintenir longtemps à un tel niveau. Elles tendent par ailleurs à agréger des secteurs sociaux plus variés que dans le passé, même s'il n'y a pas eu de changement qualitatif dans leur composition de classe.

De fait, la brèche entre les secteurs populaires et l'opposition ne se réduit pas, comme on le constate dans la rue. L'opposition attribue cette situation à la crainte ou au contrôle social exercé par l'Etat, du fait de ses fonctions de redistribution via les «CLAP», Comités locaux d'approvisionnement et de production, ou à travers les dits «collectifs» [qui sont décrits plus loin]. Il y a du vrai, mais cela reste néanmoins une exagération. Cela obéit bien plutôt au manque de capacité d'autocritique de l'opposition qui ne comprend toujours pas pourquoi, au bout de dix-huit ans et malgré la profondeur de la crise, elle n'est pas parvenue à surmonter l'immense méfiance de secteurs de masse qui ne croient pas que la MUD [Table ronde d'unité démocratique]



Des «collectifs» en patrouille. DR.

soit capable de défendre leurs intérêts futurs. Face à cette immense carence, il lui est bien plus aisé d'attribuer l'absence des secteurs populaires au rôle de l'appareil répressif.

Ceci ne remonte pas seulement à la polarisation de l'ère chaviste. La défiance des secteurs populaires va au-delà, elle touche y compris des secteurs des classes moyennes et privilégiées dont le discours sur les droits de l'Homme et la démocratie se centre toujours sur les droits civils et politiques, jamais sur les droits économiques et sociaux. Mais il y a également le passif de l'opposition, lié à la répression lors du coup d'Etat de 2002 mais aussi durant le Caracazo de 1989, sans compter plusieurs autres massacres au cours des années 1980-90, qui mettent sérieu-

sement en cause l'attachement des anti-chavistes aux principes démocratiques qu'ils affichent. Tout cela fait obstacle à une révolte massive des secteurs populaires et tend à donner au gouvernement des marges de manœuvre.

En lien avec ce que vous venez d'expliquer, pourquoi est-ce que les secteurs populaires ne «descendent» pas des collines, comme on dit, vu les privations croissantes provoquées par l'effondrement économique?

Il faut d'abord comprendre que, de même que l'opposition est hétérogène et que le chavisme est traversé de divergences importantes, les secteurs populaires sont un acteur complexe et parfois contradictoire. Ainsi à Caracas, la paroisse du 23 janvier, considérée comme un bastion de la révolution, a voté majoritairement pour l'opposition lors des élections législatives de 2015; la municipalité de Sucre, qui comprend le plus grand quartier d'Amérique latine – Petare –, est dirigée par l'opposition depuis 2008, bien qu'il s'y trouve aussi des conseils communaux très

proches du gouvernement. Il y a beaucoup d'autres exemples de zones populaires où les représentations politiques et donc les réponses face à la crise sont diverses.

S'il est vrai qu'il n'y a pas eu de mobilisations massives de la part des couches les plus affectées par la crise, les quartiers sont cependant le théâtre de protestations. On voit de plus en plus de pillages de commerces ou de camions transportant des denrées. Cela se produit régulièrement en province, là où l'appareil de sécurité de l'Etat est moins dense que dans les grandes villes. On rapporte aussi des troubles dans les zones de l'ouest de Caracas, de composition plus populaire, à chaque fois que le système d'approvisionnement en nourriture – les CLAP – pré-

sente des failles ou connaît des retards. Pour diverses raisons, de tels faits ne sont pas considérés comme des actions de protestation. D'abord parce que l'opposition a intérêt à projeter, surtout à l'étranger, l'image d'une organisation non-violente, qui se centre sur des revendications de type politique: élections générales, libération des prisonniers politiques, récupération de ses pouvoirs par l'Assemblée nationale. Au plan international, ces questions qui concernent des droits civils et politiques, et non économiques et sociaux, sont largement considérées comme des violations des droits de l'Homme. Or, s'il est clair qu'une rébellion populaire, de masse et multisectorielle, serait bienvenue pour l'opposition, cette dernière aurait du mal à l'encadrer et à la canaliser dans les cadres discursifs et stratégiques qu'elle a tracés. De sorte que ces protestations sont latentes, et encore circonscrites à la marge.

Ensuite, il y a le fait que l'idée des quartiers populaires qui «descendent» vers le centre-ville est étroitement associée à ce qu'a été le Caracazo de 1989 [...] On pense en termes d'explosions sociales brusques et massives, ce qui n'est pas le cas avec les secteurs populaires qui s'identifient avec l'opposition et se mobilisent au compte-gouttes. Aujourd'hui, les actions de protestation parmi les secteurs populaires ont un caractère plus revendicatif que politique. Les chiffres de l'Observatoire vénézuélien de la conflictivité sociale rendent cependant compte de contestations continues, à l'échelle nationale, contre les pénuries, l'inflation, l'effondrement des services publics, etc. Les quartiers populaires protestent et continueront à le faire.

Mais, une chose est de protester face au gouvernement et autre chose est de le faire contre lui. Chaque fois que l'opposition a pu influencer significativement dans les quartiers populaires, cela a été en centrant son discours sur des revendications précises. En revanche, elle tend à perdre du terrain dès qu'elle s'éloigne de ces revendications et passe à des mots d'ordre plus politiques – changement immédiat de gouvernement, fin de la répression et de la violence d'Etat, absence de représentation politique. Ce n'est pas que ces questions n'importent pas aux habitants des quartiers, au contraire: c'est sur de

tels thèmes que Chávez, dans son discours et pour un temps dans sa pratique, avait gagné le soutien de ces secteurs auparavant marginalisés par les élites politiques et sociales.

Mais aujourd'hui, alors que la violence et les abus policiers sont dans les quartiers des réalités quotidiennes, axer sur une condamnation de l'Etat du fait de sa répression de l'opposition est compris comme la défense de privilèges de classe. C'est aussi la raison pour laquelle il y a un repli des manifestations de l'opposition : malgré la gravité de la crise, les secteurs populaires ne vont pas parier sur un changement de gouvernement sans aucune indication sur ce qui pourrait améliorer leur situation, moins encore quand il s'agit de gens qui

ont été aux commandes pendant des décennies et n'ont jamais montré aucune sensibilité à l'égard des revendications populaires, ni voulu comprendre pourquoi Chávez avait éveillé tant d'espoirs. Cela souligne un facteur déterminant : la méfiance. Dans les quartiers populaires, le gouvernement est non seulement affaibli mais discrédité, y compris parmi les chavistes les plus engagés, qui estiment qu'il réagit de façon timide et incohérente face à ce qu'ils perçoivent comme une opposition violente. Les enquêtes montrent que l'opposition dispose d'une claire majorité au sein de la population, d'environ 55% face aux 15 à 20% de soutien au gouvernement. Cela signifie que malgré la crise, une partie de la population, qui sympathisait avec le chavisme et est maintenant déçue, ne s'est pas décidée à soutenir l'opposition. Et elle n'est peut-être pas près de le faire alors que les manifestations deviennent de plus en plus violentes et visent à renverser le gouvernement, sans proposer une alternative qui soit un peu claire.

Jusqu'à quel point les CLAP et les collectifs jouent-ils un rôle de contrôle et de mise au pas de la société ?

Ces mécanismes existent bien mais leur

impact, en particulier celui des dits « collectifs », est disproportionné tant dans le discours et l'imaginaire de l'opposition qu'à l'extérieur du pays. Ainsi, il y a quelques jours, un dirigeant de l'opposition a taxé la Garde nationale de « collectif », tandis qu'il y a quelques semaines, des médias internationaux reconnus af-

groupes se sont heurtés à l'appareil d'Etat chaviste, y compris du temps de Chávez, à chaque fois qu'ils critiquaient le manque d'engagement idéologique de l'élite gouvernementale dans le cadre de la corruption galopante. Ils revendiquent leur autonomie par rapport à la hiérarchie du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela)

et contournent le monopole des armes que Chávez avait voulu imposer, sans succès, en faveur des forces armées. Ces dernières ont une vision négative des collectifs, même si d'autres secteurs de l'appareil répressif de l'Etat ont des liens étroits avec eux [...] Un autre secteur a surgi entre 2007 et 2012, à l'apogée du chavisme. Ses membres prennent le groupe précédemment mentionné pour modèle et mènent en partie des actions similaires, de défense des quartiers contre la délinquance et de travail social, mais idéologiquement ils



Des « guarimbas » prennent la pose. DR.

firmaient que les collectifs avaient le « contrôle » de 10% du pays. Au-delà des interrogations sur comment ils sont parvenus à ce chiffre et sur ce que peut recouvrir un tel « contrôle » (territorial, démographique, opérationnel?), ce type d'analyse tend à désigner un sujet homogène, ce qui ne correspond pas à la réalité.

Même s'ils ont des caractéristiques communes – la plus évidente étant l'usage para-étatique des armes –, il existe une large variété de groupes qui s'autodésignent « collectifs » ou sont connus sous ce nom. Dans leur majorité, ils s'identifient au gouvernement, mais le niveau d'adhésion comme les motifs diffèrent, en particulier lors des moments de conflit ouvert.

De façon générale, on peut parler de trois types de collectifs. Un premier groupe existe de longue date, avec des origines antérieures au chavisme. Très bien formés du point de vue de l'idéologie révolutionnaire comme de la discipline tactique, ses membres s'inspirent des expériences de la guérilla des années 1960. Outre des actions de vigilance contre les bandes de délinquants, ils mènent un important travail social, ce qui leur apporte en général une reconnaissance de la part des habitants. Ces

s'identifient beaucoup plus au « socialisme du 21^e siècle », c'est-à-dire sont beaucoup plus proches du chavisme et moins autonomes. Ce sont souvent des gens plus jeunes, avec moins d'expérience des luttes sociales, mais qui étaient disposés à en mener dans le contexte d'abondance ayant marqué ces années-là. Au fur et à mesure que les ressources se sont raréfiées sous le gouvernement de Maduro (et même avant), certains de ces groupes, qui manquaient d'une base idéologique forte et indépendante, sont passés à des activités délictueuses, en utilisant leurs contacts avec l'Etat, leurs armes et leur contrôle de petites zones urbaines.

Et il y a enfin ce que l'on peut appeler les collectifs camouflés. Ils ont surgi avec la dite Opération pour la libération du peuple (OLP), durant laquelle des forces spéciales sont entrées dans les quartiers pour démanteler de supposées bandes criminelles, dans des actions qui ont souvent fini dans des bains de sang. Durant ces opérations, des secteurs de la police ont pris contact avec des collectifs, en principe afin de tenter d'éviter les affrontements. Ces derniers se sont alors appropriés des techniques de para-surveillance, dans des buts clairement

répressifs. Leurs actions, non seulement d'intimidation mais aussi d'agression physique dans des zones d'opposition, viennent étayer l'imaginaire sur les collectifs: le monstre caché sous le lit. Depuis la vague de manifestations de 2014, on a commencé à voir intervenir ces groupes armés, de fait partie prenante du régime mais qui agissent en civil, en circulant à moto.¹

Dans ce moment de crispation, les trois groupes sont actifs, en jouant un rôle qui est avant tout celui de troupes de choc du régime. Si les élites chavistes s'accrochent au pouvoir d'autant plus fortement que le conflit s'aiguise, la dynamique de vie ou de mort est encore plus importante pour ceux qui sont perçus comme «collectifs», même si leurs raisons d'agir sont différentes. La confusion régnant sur le fait de savoir qui est ou n'est pas «collectifs» laisse entrevoir que, dans un contexte de transition, les Forces armées – qui ont avec les collectifs une relation tumultueuse, dans la mesure où elles les considèrent comme usurpant leurs propres fonctions – auront d'importantes marges de manœuvre afin de les neutraliser. Ce qui, évidemment, tend à renforcer encore le sentiment de défense existentielle de la part de collectifs qui font pourtant de nombreuses critiques envers Maduro et la direction chaviste, que ce soit pour corruption ou pour manque d'engagement révolutionnaire [...]

Et les CLAP?

Les CLAP [qui distribuent à la population des aliments et d'autres produits de première nécessité, NdTr] exercent cette fonction de contrôle social de façon plus claire et avec plus de force, dans la mesure où ils couvrent un territoire beaucoup plus vaste et disposent de moyens d'aide d'urgence qui deviennent plus nécessaires à mesure que la crise s'aggrave. S'il y a eu en début d'année un rebond significatif d'opinions favorables envers Maduro, c'est d'abord parce que cela a coïncidé avec une opération massive de distribution des CLAP.

Mais c'est aussi une arme à double tranchant. Plus on entretient à travers les CLAP les espoirs de recevoir des aides d'urgence, plus le gouvernement se doit de les satisfaire. S'il n'y parvenait pas, il deviendrait très possible que ce lien se défasse et que les gens descendent dans la rue. De fait, des rapports font déjà état de secteurs populaires qui protestent contre les défaillances dans la distribu-

tion des CLAP, dans des actions qui s'imbriquent avec des mobilisations de type civique ou politique. Si ces défaillances persistent, et si les espoirs dans cette aide s'effondrent, la capacité de contrôle des CLAP partira en fumée.

Comment la situation peut-elle évoluer dans un avenir proche?

Tout indique que l'on va vers un scénario de confrontation accrue, qui marquerait dans les faits un tournant dans l'histoire récente du Venezuela. Il y a une chose qui est peu commentée: le fait que, vu les niveaux de polarisation, de contestation et de conflit que le pays a connus ces deux dernières décennies (et même avant), à quoi s'ajoutent le nombre incroyable des armes qui circulent au sein de la population, ainsi que des violences criminelles, les tensions sociales et politiques n'aient pas encore débouché sur des événements bien plus graves, y compris une guerre civile. Il est vrai qu'à des moments où l'on parlait déjà de tout ou rien, de la fin du monde, d'une issue finale face à une situation bloquée – comme en 2002, 2007 ou 2014 –, le Venezuela et son peuple avaient malgré tout réussi à freiner la course vers le précipice.

Nous sommes maintenant dans une conjoncture très différente. Le gouvernement n'est pas seulement faible du point de vue du soutien populaire, mais confronté à un panorama géopolitique complètement adverse, tandis que beaucoup de ses cadres sont immergés jusqu'au cou dans la corruption, ce qui réduit les possibilités d'immunité dans un contexte de transition politique. Coincé contre les cordes, le gouvernement n'a pas la moindre intention de négocier de bonne foi, parce que ce qui est en jeu est «tout». C'est pourquoi il utilise tous les leviers de l'appareil institutionnel qu'il contrôle afin de tenter d'empêcher une débâcle complète, en acceptant le coût que cela implique pour sa légitimité au niveau national et international. Il est certain que du côté de l'opposition, qui est plus soutenue que jamais au Venezuela et à l'étranger, il n'y a pas non plus la moindre volonté de négocier. D'abord pour des raisons de principes – du type «la démocratie ne se négocie pas», même si ce qu'elle entend par démocratie est plus que questionnable –, mais surtout parce qu'elle se sent plus proche que jamais de la victoire finale.

Il est cependant vrai également, même si c'est difficile à concevoir, que ni l'opposition ni le gouvernement ne disposent des

forces qui leur garantiraient la victoire. C'est pourquoi ils s'enfoncent dans une guerre de tranchées dont on ne voit pas le bout. Le gouvernement joue l'usure de l'opposition. L'opposition mise sur une rupture décisive au sein du gouvernement – notamment de personnages clés, membres de l'armée – et sur un développement de la contestation populaire qui obligerait le pouvoir à la réprimer, comme il le fait avec les mobilisations politiques plus conventionnelles. Un tel scénario lui ferait perdre beaucoup de sa crédibilité parmi des secteurs qui, très déçus et portant des critiques sévères, ne se sont encore nullement décidés à soutenir une alternative gouvernementale d'opposition. Le joker est la Force armée nationale bolivarienne. Il devient de plus en plus évident [...] que ses hautes sphères sont largement impliquées dans des actes de corruption, en particulier les trafics d'aliments et de devises qui affectent directement les classes populaires. Mais contrairement aux élites civiles du chavisme, les militaires savent qu'ils sont un enjeu dans une éventuelle négociation, précisément parce qu'ils contrôlent les armes de l'Etat et pourraient, le moment venu, les utiliser en vue d'une «pacification» visant certains secteurs, tels que les collectifs, qui s'opposeraient par la force à une transition. L'opposition entretient des liens avec la hiérarchie militaire et lui demande publiquement de prendre position contre le gouvernement. Il n'est pas impossible qu'un tel scénario se produise, par-delà le paradoxe d'une opposition qui a critiqué pendant des années la composante militaire, en dénonçant son emprise sur le pouvoir civil. Dans tous les cas, ce sont les secteurs populaires qui en subiraient les conséquences négatives. On peut rappeler à ce propos les mots du président Carlos Andrés Pérez, à la veille de ce qui allait devenir le Caracazo de 1989: «lorsque l'armée intervient dans la rue, c'est pour tuer des gens.» Il ne sert à rien de parler d'anges et de démons. Au Venezuela, ceux qui invoquaient hier les droits de l'Homme les violent aujourd'hui, et vice-versa. Le prix fort est toujours payé par ces quartiers populaires dont tout le monde parle mais que personne n'entend, et encore moins comprend. Tels sont, en résumé, le nœud et l'étendue de notre crise. □

¹ L'équivalent des «colectivos» du côté de l'opposition de droite est connu sous le nom de «guarimbas». Les uns et les autres ont déjà fait de nombreuses victimes (125 morts officiellement décomptés entre avril et la mi-août 2017). NdItr.

Révolution et contre-révolution dans le monde arabe

PAR JULIEN SALINGUE

En décembre 2010 commençait le soulèvement tunisien, qui allait ensuite s'étendre à la plus grande partie du monde arabe. Après six ans de succès, mais aussi de tragédies et de répression sanglante, que reste-t-il des espoirs d'alors ?

« **L**e président Ben Ali et son régime ont perdu tout contact avec le peuple tunisien. Ils ne tolèrent ni critique ni conseil, qu'ils viennent de l'intérieur ou de l'étranger. De plus en plus, ils s'appuient sur la police pour contrôler [la population] et sont obsédés par leur maintien au pouvoir. La corruption au sein du premier cercle est en expansion. Même les Tunisiens moyens en sont parfaitement conscients, et la contestation est de plus en plus forte (...) La colère monte face au taux élevé de chômage et aux inégalités régionales en Tunisie. En conséquence, les risques s'accroissent pour la stabilité à long terme du régime. »

Ces lignes n'ont pas été écrites par un militant tunisien. Elles sont extraites d'un télégramme envoyé au Département d'Etat par l'ambassade des Etats-Unis en Tunisie, le 17 juillet 2009. Une illustration parmi d'autres du fait que, malgré l'effet de surprise, le soulèvement arabe amorcé à l'hiver 2010-2011 n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais le produit de contradictions d'ampleur et d'une lente maturation politique et sociale à l'œuvre depuis de longues années dans la région. Dès 2003, l'économiste égyptien Samir Amin soulignait ainsi que « l'Etat autoritaire et les formes de la gestion politique qui lui sont associées sont certainement encore en place [mais] sont entrées dans une crise profonde qui en a largement érodé la légitimité, étant de moins en moins capables de faire face aux défis de la modernité. Emergence de l'islam politique, confusion et conflits politiques, mais aussi renaissance des luttes sociales en sont les témoignages ». ¹ Si aucun observateur ne pouvait prédire le soulèvement, la montée régionale des luttes sociales et, plus

globalement, de la contestation, était indéniable.

DE PROFONDES RACINES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Le télégramme de l'ambassade US souligne en outre que les racines de la contestation et de la colère populaires sont avant tout socio-économiques : chômage, inégalités, politiques prédatrices des clans au pouvoir, etc. L'événement déclencheur du soulèvement tunisien en est l'illustration, puisque c'est le suicide par immolation d'un jeune vendeur ambulancier, à qui la police venait, faute d'autorisation officielle et de pot-de-vin, de confisquer sa marchandise et son outil de travail (une charrette et une balance), qui a été à l'origine des premières émeutes en décembre 2010. Sans verser dans la psychologisation des comportements politiques, on comprend ce qui a donné toute sa force symbolique – au sens strict du terme – à cet événement, et le sentiment d'identification collective qu'il a suscité, au-delà des frontières de la Tunisie. La mort de Mohamed Bouazizi a en effet incarné, de manière tragique, la situation misérable d'une jeunesse pré-

caire, sans avenir, sujette à la répression et à l'arbitraire de policiers reproduisant les pratiques clientélistes des clans au pouvoir, en exigeant des bakchichs pour « fermer les yeux » sur des pratiques illégales aux yeux de la bureaucratie administrative.

Extrême pauvreté, inégalités sociales, chômage de masse chez les jeunes, mainmise des dirigeants et de leurs proches sur les richesses nationales, poids du clientélisme et persistance de l'autoritarisme : c'est la conjonction – et la persistance – de ces facteurs qui expliquent le soulèvement régional, et pas uniquement l'absence de démocratie politique. Si des revendications de type démocratique ont bien été mises en avant, les analyses réduisant les aspirations populaires à la demande d'élections libres et de pluralisme politique étaient erronées. La labellisation « printemps », en référence notamment aux « printemps démocratiques » de 1848, a participé de la diffusion de cette illusion d'optique marquée d'un fort tropisme occidental : « le "printemps arabe", dans l'esprit de la plupart de celles et ceux qui ont utilisé cette expression au début du soulèvement, ne



Œuvre de l'artiste syrien Nizar Ali Badr, qui raconte la vie – et la mort – de son peuple avec des pierres. DR.

désignait pas une phase particulière dans un cycle ouvert de saisons révolutionnaires, où l'automne et l'hiver devaient succéder au printemps et à l'été. Il s'agissait plutôt dans leur esprit d'une mutation politique limitée dans le temps. Pour employer un terme filant la même métaphore, certains ont cru assister à la "fleuraison" tant attendue de la démocratie dans la région arabophone.»²

POLARISATION RÉACTIONNAIRE

Mais les racines profondes du soulèvement interdisaient tout raccourci, et les expériences tunisienne et égyptienne, avec l'organisation d'élections pluralistes, ont rapidement montré que le changement d'équipes au pouvoir ne pouvait suffire à stabiliser la situation. Les politiques économiques et sociales conduites par les Frères musulmans égyptiens et Ennahdha en Tunisie, qui s'inscrivaient dans la continuité de celles de leur prédécesseurs, n'ont pas répondu aux aspirations des populations et, en l'absence d'alternative progressiste indépendante, ont contribué à précipiter le retour de secteurs de l'ancien régime, par la voie électorale en Tunisie et par la force en Egypte.

Tel est en effet l'un des traits saillants des développements régionaux depuis 2011, y compris dans les pays où aucune élection n'a été organisée: la seule opposition suffisamment organisée et implantée pour se poser en alternative à des régimes fragilisés par l'onde de choc révolutionnaire est une force... contre-révolutionnaire. Les courants progressistes, affaiblis par des décennies de répression, se sont retrouvés au mieux spectateurs des rivalités entre les deux pôles contre-révolutionnaires et, au pire, forces d'appoint pour l'un ou l'autre des deux pôles.

A l'échelle de la région, on a ainsi progressivement assisté à une polarisation réactionnaire entre, d'une part, anciens régimes et, d'autre part, intégrisme islamique dominé par les Frères musulmans, ce qui a posé une chape de plomb sur les aspirations des soulèvements de 2010-2011, les politiques des puissances régionales et internationales contribuant à alimenter cette polarisation. Pour les Etats-Unis, les Frères musulmans sont ainsi tout d'abord apparus comme un possible «plan B» pour endiguer les aspirations révolutionnaires et assurer, aux côtés de secteurs des anciens régimes, une «transition dans l'ordre» ne remettant pas en cause l'ordre socio-économique régional. La Russie s'est essentiellement investie en Syrie, dans un soutien sans faille à son principal allié régional Bachar al-Assad,

qui a atteint son paroxysme avec une intervention militaire directe depuis 2015. La France s'est pour sa part illustrée par une politique erratique, oscillant entre soutien aux anciens régimes, participation directe ou indirecte à des interventions militaires, changements d'alliances et opportunisme militaro-commercial.

LES ANCIENS RÉGIMES (ET LEURS ALLIÉS) À L'OFFENSIVE

Les puissances régionales, si elles ont eu pour préoccupation commune de s'opposer aux aspirations progressistes du soulèvement, ont adopté des stratégies divergentes, voire contradictoires. Ainsi, si le Qatar, suivi dans un premier temps par la Turquie, a largement appuyé les Frères musulmans, de leur côté l'Arabie saoudite et ses satellites émiratis ont fourni leurs services aux anciens régimes – à l'exception notable du pouvoir alaouite de Damas –, offrant symboliquement l'asile politique à Ben Ali ou soutenant politiquement et financièrement la restauration brutale du régime militaire en Égypte. En raison des contextes nationaux complexes, le Qatar et l'Arabie saoudite se sont parfois retrouvés du même côté, comme au Yémen ou en Syrie, tout en ayant chacun leur allié local privilégié. Mais la confrontation entre ces deux pôles de la réaction régionale demeure: elle est aux sources du blocus contre le Qatar, mis en œuvre en juin 2017 à l'initiative des Saoudiens galvanisés par l'écho de leur position «radicale» auprès de l'administration Trump qui, contrairement à l'administration Obama, ne fait montre d'aucun intérêt pour la stratégie qatarie.

L'année 2013, marquée par un accroissement de l'intervention militaire iranienne en Syrie, destinée à sauver un régime Assad aux abois, et par le coup d'État militaire en Égypte, a été une année charnière du mouvement de restauration des anciens régimes. En effet, tandis que l'appui militaire iranien massif à Assad a renforcé la disproportion des rapports de forces militaires sans la moindre réaction de la «communauté internationale», le renversement du président égyptien Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a conforté des secteurs de l'ancien régime, entre autres en Libye ou au Yémen, déterminés à revenir au pouvoir. La chute de Morsi a par ailleurs considérablement affaibli, à l'échelle régionale, les Frères musulmans, précipitant la chute, à l'hiver 2013-2014, d'un gouvernement Ennahdha de plus en plus contesté en Tunisie. La conjonction de l'accroissement de la militarisation du conflit syrien et de l'échec de

l'intégrisme islamique «institutionnel» a en outre renforcé l'aura des courants djihadistes, au premier rang desquels l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), qui proclame en juin 2014, sous le nom État islamique, le rétablissement du califat.

LA CONTRE-RÉVOLUTION: UN PROCESSUS... INACHEVÉ

Depuis lors, la descente aux enfers se poursuit: alliance des forces contre-révolutionnaires en Tunisie, restauration autoritaire en Égypte, désintégration de la Libye, conflits sanglants au Yémen et en Syrie... Les rivalités entre les pôles contre-révolutionnaires n'ont pas mécaniquement ouvert d'espace pour les forces progressistes, et ces dernières sont aujourd'hui bien souvent davantage dans une stratégie de survie que de développement. Qui plus est, l'évolution de la situation nous rappelle que la contre-révolution n'est pas un retour aux conditions qui préexistaient au soulèvement révolutionnaire: «une contre-révolution n'est pas une révolution en sens contraire (une révolution inversée), mais le contraire d'une révolution, non pas un événement symétrique à l'événement révolutionnaire, mais un processus».³ Un processus qui passe non seulement par la destruction des acquis, aussi maigres soient-ils, du soulèvement révolutionnaire, mais aussi par l'annihilation préventive des conditions de possibilité d'un nouveau soulèvement.

Si la lucidité nous oblige à nous abstenir de tout pronostic optimiste, il serait toutefois réducteur de résumer la configuration régionale actuelle à celle d'un écrasement définitif du soulèvement. La contre-offensive réactionnaire, incapable d'éteindre l'incendie régional, n'a pas été capable de stabiliser la situation et de produire un «nouvel ordre» consolidé et un tant soit peu légitime. La fébrilité du régime marocain face aux mobilisations dans le Rif est l'illustration la plus récente du fait qu'un nouvel espace s'est ouvert pour des mouvements de contestation politique et sociale d'ampleur, et que la brèche est loin de s'être refermée. Il n'y aura pas de retour à la situation antérieure à l'hiver 2010-2011: c'est sur ce bouleversement régional toujours en cours, et à l'issue incertaine, que nous nous proposons de revenir dans ce dossier. □

1 Samir Amin, «Défis et luttes dans le monde arabe», in Samir Amin et Ali El Kenz, «Le monde arabe. Enjeux sociaux – Perspectives méditerranéennes», Paris, L'Harmattan, collection Forum du Tiers-Monde, 2003, page 12.

2 Gilbert Achcar, «Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe», Paris, Actes Sud, 2017, pages 15-16.

3 Daniel Bensaid, préface à l'«Introduction au marxisme» d'Ernest Mandel, Editions Formation Léon Lesoil, Bruxelles, 2007.

ENTRETIEN AVEC GILBERT ACHCAR

« Une expérience source d'espoir pour l'avenir »

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN CÉZARD

Gilbert Achcar est professeur à la faculté d'études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Il a publié, entre autres, deux livres sur les révolutions dans le monde arabe : en 2013, « Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe » et en 2017, « Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe ». Nous revenons avec lui sur ces cinq dernières années de révoltes et de répression.

De la révolution à la contre-révolution dans le monde arabe, faut-il désespérer aujourd'hui? Gardes-tu une forme d'optimisme, malgré les tragédies et reculs qui se succèdent ces dernières années?

Il ne faut jamais désespérer tant que le potentiel existe qui permet l'espoir. En tant qu'athées, nous ne croyons pas aux miracles, ni aux interventions divines. Ce qui reste donc est une question de jugement sur le potentiel de changement. En ce qui concerne le monde arabe, il y a eu des défaites, certes, mais pas d'écrasement des mouvements de masse et des forces politiques progressistes qui ont fait les soulèvements de 2011, comme on peut parler d'écrasement du mouvement ouvrier allemand après l'arrivée au pouvoir des nazis.

Même dans le cas de la Syrie, où la situation est de loin la plus tragique, il n'y a pas eu d'écrasement direct et systématique de celles et ceux – jeunes, hommes et femmes, démocrates, progressistes, laïcs – qui ont été au cœur du soulèvement de 2011. Peu d'entre eux se sont impliqués dans la guerre civile, et beaucoup sont partis en exil, d'où ils entretiennent la flamme révolutionnaire.

Par ailleurs, mon jugement s'appuie aussi sur la conscience que ce qui a explosé en 2011 est un processus révolutionnaire de longue durée qui ne pouvait naturellement pas se poursuivre en ligne droite, ascendante, d'autant plus que ce qu'on appelle, dans un certain jargon, les « conditions subjectives » étaient loin d'être réunies. Le retour de bâton était inévitable.

Cependant l'ébullition en cours dans certains pays, en particulier au Maroc, en Tuni-

sie, et même au Soudan, montre bien que le potentiel explosif ancré dans la crise socio-économique, structurelle, que connaît la

croissance en l'inéluctabilité des lendemains qui chantent.

Gilbert Achcar en avril 2013 à la librairie La Brèche, pour une présentation de son livre « Le Peuple veut ». Photothèque rouge/Milo.



région, ce potentiel est toujours là, et il n'est pas près de se dissiper. Il ne s'agit pas d'être optimiste. Je récuse l'alternative optimisme/pessimisme. Il n'y a pas tellement de raisons d'être optimiste aujourd'hui dans le monde arabe, mais je ne confonds pas optimisme et espoir. L'espoir se fonde sur le potentiel, la possibilité objective à long terme qui va dépendre du facteur subjectif et du concours des circonstances. Ce n'est pas du tout une

A propos de la Syrie, le cas le plus tragique comme tu dis, tu penses qu'Assad a définitivement gagné la guerre civile, ou est-ce qu'il peut encore y avoir une autre issue?

C'est une victoire à la Pyrrhus. Assad a gagné au sens où il reste en place, et il y a même aujourd'hui un consensus international pour le garder en place. Le dernier à s'y être rallié, c'est Macron. Sous cet angle, Assad a gagné, mais il reste au « pouvoir » avec beaucoup de guillemets, car il est entièrement dépendant de l'Iran et de la Russie, et même parmi les Syriens qui constituent son propre camp, une bonne partie des régions dites « sous le contrôle du régime » sont en fait soumises au pouvoir de milices incontrôlables, qui sont officiellement pro-régime mais relèvent surtout du brigandage.

Pour une renaissance du mouvement révolutionnaire en Syrie, il faudrait un compromis qui mette fin à la guerre dans des conditions permettant le retour des réfugiés et le renouveau de l'action politique. La seule possibilité aujourd'hui serait un accord international, comprenant le déploiement dans le pays d'une force internationale de maintien de la paix qui puisse rassurer celles et ceux qui ne font confiance ni au régime ni aux groupes armés de l'opposition.

Qu'en est-il aujourd'hui des conditions objectives qui prévalaient au moment de l'explosion révolutionnaire en 2011? Et pourquoi dis-tu que les « conditions subjectives » n'étaient pas réunies en 2011?

La Tunisie en est une bonne illustration.

Comparée aux autres pays de la région, les conditions subjectives y étaient et restent de loin les meilleures. Pourquoi? Parce que c'est le seul pays de la région où existe un mouvement ouvrier organisé, avec une réelle autonomie à la base, et même aux échelons intermédiaires. Le sommet seul était soumis au pouvoir sous Ben Ali. C'est cette situation unique qui fait que la Tunisie était le maillon le plus faible de la chaîne des Etats de la région, et cela était déterminé par l'existence de conditions subjectives qui ajoutent au poids de la crise objective commune à toute la région.

Ce n'est pas par hasard que le soulèvement régional a commencé en Tunisie, et que ce pays a été le premier de la région où le mouvement populaire a réussi à écarter un dictateur. Le mouvement ouvrier a été le fer de lance, la véritable direction du soulèvement de décembre 2010 – janvier 2011 en Tunisie. Ce n'était pas du tout une «révolution Facebook» comme ont pu dire les médias occidentaux sur le «printemps arabe».

Il existait une puissante organisation qui a pu diriger l'explosion tunisienne. Si celle-ci a pu se transformer en soulèvement national, c'est bien grâce à la centrale syndicale, l'UGTT, et en particulier ses syndicats les plus combatifs, comme ceux des enseignants, qui ont joué un rôle clef dans l'extension du soulèvement. Ce n'est pas non plus un hasard si sur les six pays arabes qui ont connu un soulèvement majeur, la Tunisie est le seul où les acquis démocratiques ont été préservés jusqu'ici. Cela aussi, c'est le produit d'un rapport de forces dans lequel le mouvement ouvrier est déterminant. Le mouvement ouvrier est la principale composante du facteur subjectif en Tunisie, mais il s'est limité à la perspective du changement politique démocratique. Il faudrait qu'il se radicalise pour aller au-delà, car un changement radical de l'ordre socio-politique et socio-économique, autrement dit de la nature de classe du pouvoir, est indispensable pour sortir de la crise.

Cela nous amène à discuter de la question du parti révolutionnaire et des forces révolutionnaires dans le monde arabe. En lisant ton dernier livre, on est frappé par ton évaluation des erreurs de la gauche régionale. Tu en dessines un tableau très critique.

Oui, c'est en cela que consiste d'abord la faiblesse des conditions subjectives dans la région: le changement révolutionnaire qui est à l'ordre du jour objectivement n'a pas de répondant parmi les forces politiques en présence. Il n'y a pas aujourd'hui de force politique capable de diriger ce changement. Il y a

évidemment des gens à l'extrême gauche qui aspirent au changement radical, mais en règle générale ils sont trop faibles.

Ce qu'on a vu à l'œuvre, ce sont des conglomerats de sensibilités politiques diverses allant de la gauche radicale aux libéraux-progressistes (par référence au libéralisme politique), qui se sont alliés à l'un ou à l'autre des deux camps contre-révolutionnaires que sont les forces des anciens régimes et les oppositions islamiques intégristes. Dans un premier temps, un peu partout, puisque le soulèvement se faisait contre les anciens régimes, on a vu se nouer des alliances avec les intégristes, puis dans un deuxième temps, voire d'emblée pour certains (je pense au cas de la Syrie), on a vu des groupes avoir une attitude plus qu'ambiguë à l'égard des forces de l'ancien régime au nom de l'opposition aux intégristes.

En Egypte, on a vu les mêmes passer de l'alliance avec les intégristes contre le régime, à l'alliance ouverte et déclarée avec l'armée, donc avec l'ancien régime, contre les intégristes. En Syrie, contrairement à la Tunisie ou à l'Egypte, il n'y avait pas de réseau organisé à cause de la nature ultra-répressive du régime. L'opposition avait été décimée par la répression au fil des ans. Le soulèvement a été dirigé au début par un réseau de comités de coordination qui s'était formé spontanément en faisant un usage intensif des moyens qu'offre l'internet. Il a ensuite passé la main à un Conseil national syrien auto-proclamé, installé à Istanbul sous tutelle turco-qatarie et dominé par les Frères musulmans. Une partie majeure de la gauche syrienne s'est engouffrée dans cette aventure vouée à l'échec.

Nulle part a-t-on vu émerger une direction un tant soit peu crédible sur une ligne d'indépendance politique vis-à-vis des deux pôles de la contre-révolution. Ces deux pôles sont d'ailleurs tous deux ancrés dans les bastions de la réaction à l'échelle régionale que sont les monarchies du Golfe, avec le Qatar soutenant les intégristes, et les Saoudiens soutenant les anciens régimes.

Tu soulèves dans ton livre un paradoxe à propos de la Tunisie. Le Front populaire et l'UGTT ont voulu s'allier à Nidaa Tounes, qui regroupe les hommes de l'ancien régime, face au péril d'une dictature islamiste dirigée par Ennahdha, mais l'épisode s'est conclu par un compromis entre les hommes de l'ancien régime et les islamistes. Le Front populaire s'est retrouvé écarté de ce compromis... et condamné à l'indépendance politique. Ce qui pour toi est plutôt une bonne nouvelle.

Oui, «condamné» est bien le terme. Une partie de la gauche tunisienne s'est alliée avec Ennahdha en 2011, puis après l'arrivée au pouvoir d'Ennahdha à l'issue des élections, ils s'y sont opposés. Cela les a amenés à faire alliance avec les restes de l'ancien régime, regroupés dans Nidaa Tounes, contre Ennahdha. C'est un peu le même scénario qu'en Egypte: il y a eu le 30 juin 2013 en Egypte [des manifestations immenses contre le gouvernement des Frères musulmans précèdent le coup d'Etat militaire du 3 juillet] et le 6 août 2013 en Tunisie [une énorme mobilisation oblige Ennahdha à entrer dans un processus qui l'amène à abandonner le pouvoir]. Avec la différence bien sûr qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat en Tunisie, où l'armée ne joue pas le même rôle et n'a pas la même influence.

Au moment de la formation du gouvernement par Nidaa Tounes, une partie de la gauche tunisienne était tout à fait prête à en faire partie. Ce qui a empêché cela, c'est le choix de Nidaa Tounes de coopter Ennahdha plutôt que la gauche, et comme la gauche avait déclaré Ennahdha ennemi absolu, il ne lui était pas possible de participer à ce gouvernement de coalition. Ils ont donc bien été «condamnés» à l'indépendance. Tant mieux, c'est ce qui pouvait leur arriver de mieux. Mais là aussi, la gauche tunisienne n'est pas au niveau de radicalité qu'exige la situation.

Celle-ci est tout à fait explosive. Le chômage des jeunes est accablant et les conditions socio-économiques ne cessent de se dégrader. Cela requiert une attitude plus radicale que celle qu'a adoptée le Front populaire jusqu'ici. Au lieu de pousser le mouvement ouvrier sur la voie politique d'un pouvoir de classe, la gauche adhère au mythe du syndicalisme qui doit rester en dehors de la politique, contrairement à ce qu'a été l'UGTT historiquement. Ce manque de radicalité de la gauche est une des clés (pas la seule) qui expliquent pourquoi la radicalité de l'intégrisme totalitaire de Daech a pu attirer tant de jeunes Tunisiens. La Tunisie a envoyé le plus de jeunes à Daech relativement à sa population. Les autres clés sont le chômage des jeunes et l'immense frustration d'une jeunesse qui a cru au changement en 2011, et qui se retrouve avec pour président un des trois plus vieux chefs d'Etat du monde!

Les islamistes, du type Frères musulmans, sont arrivés au pouvoir en Egypte et en Tunisie. Que sont-ils devenus à



l'épreuve du pouvoir? En Occident, il y a une petite musique, devenue assourdissante ces dernières années, selon laquelle les révolutions arabes étaient un malentendu, elles auraient été vouées dès le début à être dominées par des forces réactionnaires, les islamistes. Or tu dis dans ton livre que l'islamisme était «l'idéologie contre-hégémonique dominante» dans le monde arabe depuis le début des années 1980. Alors qu'en est-il maintenant? Et comment la gauche révolutionnaire peut-elle desserrer l'étau formé par les deux grandes forces contre-révolutionnaires de la région?

En 2011, cette vision orientaliste selon laquelle la culture, la religion de ces populations les condamneraient à la réaction a reculé pour un temps. On a constaté avec ingénuité: «Tiens, ces Arabes aspirent aux mêmes choses que nous»... Cela n'a pas duré longtemps: avec le retour de bâton, le vieux discours est revenu en force. «Il vaut mieux des dictateurs dans ces pays-là plutôt que les intégristes qui sont la seule alternative possible.» Comme quand Chirac justifiait la poigne de fer de Ben Ali. C'est une vision profondément méprisante.

Cela dit, le fait que les Frères musulmans allaient jouer un rôle crucial était couru d'avance. C'est une question de rapports de forces. La défaite du nationalisme de gauche qui dominait la région dans les années 1960, symbolisée par la défaite arabe face à Israël en juin 1967, a ouvert la voie à la montée de deux pôles opposés: une nouvelle gauche radicale et les forces intégristes. Celles-ci étaient soutenues par les Etats-Unis et les monarchies du Golfe comme antidote au nationalisme de gauche. Dans les années 1970, elles ont été promues par les gouvernements contre la gauche radicale – partout, y compris dans des pays comme la Tunisie et l'Algérie, où elles seront écrasées plus tard lorsqu'elles seront devenues dangereuses pour les pouvoirs en place.

Mais à l'échelle de la région, les Frères musulmans, comme les salafistes, ont été soutenus financièrement, ainsi qu'au moyen de la télévision, par les monarchies du Golfe. A partir du milieu des années 1990, le Qatar est devenu le sponsor des Frères musulmans, et a lancé la chaîne Al Jazeera mise à leur disposition. Donc quand le soulèvement est arrivé, ces forces, même là où elles avaient été durement réprimées, bénéficiaient de moyens financiers et de la télévision. Il était donc évident qu'elles allaient jouer un rôle

de premier plan.

Le Qatar les a fait valoir comme option contre-révolutionnaire auprès des pays occidentaux, menés par les Etats-Unis d'Obama. C'était l'option de canaliser le mouvement, un choix de récupération. Il y avait à l'opposé une option carrément contre-révolutionnaire d'affrontement et d'écrasement, soutenue par les Saoudiens. Au Bahreïn, ils sont intervenus directement, mais alors qu'ils auraient souhaité que le mouvement soit écrasé dans l'œuf partout ailleurs, les rapports de forces se sont avérés différents, empêchant la répression frontale.

C'est alors l'option récupération qui a séduit l'administration Obama. Les Etats-Unis étaient à ce moment au point le plus faible de leur hégémonie dans la région depuis leur première guerre contre l'Irak en 1991. En 2011, ils quittent l'Irak avec une énorme défaite à la clé: non seulement le pays échappe à leur contrôle, mais il est tombé sous la coupe de leur ennemi juré, l'Iran. L'administration Obama se saisit donc de l'option promue par le Qatar. En Egypte, en Tunisie, les gouvernements occidentaux font pression pour que l'on permette à ces forces d'accéder au pouvoir. Au Maroc, la monarchie prend les devants et coopte au gouvernement l'équivalent local des Frères musulmans afin de l'obliger à se confronter aux problèmes socio-économiques, en misant sur le fait que cela lui ferait perdre sa crédibilité, tout en désamorçant la contestation qui avait surgi dans ce pays également en 2011. Mais cela n'a pas duré. L'ancien régime a fini par réagir. La Syrie est le pays qui a arrêté l'«effet domino» enclenché en Tunisie, grâce au soutien de l'Iran qui intervient massivement depuis 2013. C'est le signal d'un retournement global de situation, qui continue ensuite en Egypte avec le coup d'Etat, en Tunisie avec l'arrivée au pouvoir de Nidaa Tounes, puis avec la guerre civile en Libye et au Yémen. C'est partout l'affrontement entre les deux camps contre-révolutionnaires. L'ancien régime est en pleine contre-offensive: même en Libye où il a été démantelé de façon radicale, le général Haftar en regroupe les restes, contre les intégristes. C'est ce choc des deux options qui explique en grande partie la crise actuelle entre le Qatar, d'une part, les Saoudiens et les Emirats arabes unis, de l'autre.

Peut-on revenir sur l'expérience des islamistes au pouvoir? Beaucoup de commentateurs occidentaux ont été surpris par la politique des Frères musulmans en Egypte et en Tunisie, de voir à quel point ils étaient prêts à mener une politique néolibérale, et pas du tout «an-

ti-occidentale». Peux-tu en dire plus, par ailleurs, sur la crise actuelle entre le Qatar et l'Arabie saoudite et ses alliés?

Les Etats-Unis savaient très bien à quoi s'en tenir avec les Frères musulmans. Au temps où le fond de l'air était de gauche dans le monde arabe, les Etats-Unis ont collaboré avec les Frères musulmans, avec le régime saoudien comme troisième élément de cette triade. Il y a eu brouille après l'intervention militaire massive des Etats-Unis contre l'Irak au début des années 1990. C'était une intervention très impopulaire, et les Frères musulmans s'y sont eux aussi opposés.

Mais par la suite on a vu un rapprochement s'opérer à nouveau entre eux et Washington, surtout après le 11 septembre 2001, lorsque Washington les a appréciés de nouveau, non plus seulement en tant qu'alliés contre la gauche, mais comme alliés «modérés» contre Al-Qaïda et ceux



qu'on appelle les djihadistes, qui devenaient alors un souci majeur pour les Etats-Unis. Il y avait déjà eu un changement d'attitude sous l'administration Bush: Washington avait repris langue avec les Frères musulmans, et là encore le Qatar avait joué son rôle d'entremetteur. En 2011, les Etats-Unis sont bien contents d'avoir les Frères musulmans comme option dans un pays comme l'Egypte, pour empêcher une évolution qui aille franchement et carrément contre leurs intérêts.

En effet, Morsi au pouvoir, ce n'est pas seulement le néolibéralisme. Personne, ou alors il fallait être vraiment très naïf, ne considérait les islamistes comme une force de gauche sur le plan socio-écono-

mique. Ils adhèrent à fond à l'idéologie néolibérale, y compris dans leur conception même du social qui relève de la charité prodiguée par des institutions religieuses, et non d'un droit des citoyens et d'une obligation de l'Etat. C'est non seulement sur ce terrain-là, qui va de soi, mais aussi en politique extérieure que les Frères musulmans ont pu plaire aux Etats-Unis. Morsi n'a en rien remis en cause leurs rapports étroits avec l'Egypte. Plus même, alors que le Hamas est la branche palestinienne des Frères musulmans, Morsi a joué un rôle de médiateur dans le conflit de Gaza, au lieu de soutenir le Hamas. Il a été félicité pour cela par l'administration Obama. L'option Frères musulmans est donc un choix tout à fait rationnel de la part des Etats-Unis, et c'est d'ailleurs pour cela que, lorsqu'il y a eu le coup d'Etat militaire en Egypte en 2013, l'administration Obama n'a pas caché son mécontentement. Je crois d'ailleurs que là-dessus ils

tar. Jusqu'à l'arrivée de Trump au pouvoir. Avec celui-ci, c'est l'installation d'un pouvoir islamophobe à Washington, qui contraste fortement avec la politique de l'administration Obama. Les conseillers d'extrême droite de Trump l'incitent à classer les Frères musulmans comme « terroristes ». Ils vont se trouver en affinité avec les Emirats arabes unis, farouchement opposés aux Frères musulmans. Les Emirats sont alliés très étroitement avec l'Egypte, avec qui ils interviennent en Libye pour soutenir Haftar, qui vient de reprendre Benghazi. Ensemble, ils ont poussé les Saoudiens dans le sens d'un nouveau raidissement sur la question. La visite de Trump au royaume a été l'occasion de conclure le marché dans ce sens. D'où cette forte pression sur le Qatar, en exigeant qu'il cesse de soutenir les Frères musulmans. Voilà ce qui se passe fondamentalement aujourd'hui. On assiste à un conflit entre, d'un côté, le Qatar, soutenu par la

cesse, ou plutôt de l'émir en l'occurrence. Le Pentagone et le département d'Etat voient d'un mauvais œil ce conflit. L'administration Trump apparaît comme particulièrement délabrée...

Penses-tu que l'épisode des islamistes au pouvoir, puis leur chute en Egypte et leur recul en Tunisie, affaiblissent l'idéologie islamiste dans une partie du monde arabe, et que cela donne plus de possibilités à la gauche révolutionnaire ?

Ce n'est pas automatique. Sissi n'est pas mieux pour la gauche révolutionnaire que Morsi. En un sens, c'est même l'inverse : Morsi au pouvoir, c'était plus efficace pour discréditer les Frères musulmans, plutôt que de les transformer à nouveau en victimes. Ces coups d'Etat réactionnaires sont des contre-révolutions triomphantes, alors que Morsi au pouvoir, cela ne compromettrait pas le potentiel révolutionnaire ; au contraire, la situation ne cessait de se radicaliser. L'arrivée de l'armée au pouvoir a mis fin à cette radicalisation. Il n'y a pas de vases communicants entre Frères musulmans et gauche révolutionnaire. Ce n'est pas une opposition binaire, mais un jeu triangulaire, et donc la défaite des Frères musulmans, si elle passe par un renforcement de l'ancien régime et de la contre-révolution au sens d'une restauration musclée, cela n'améliore pas les conditions pour la gauche, loin de là. C'est donc plus compliqué.

Ce qui reste, encore une fois, du potentiel réel pour la gauche, c'est la crise socio-économique. En Egypte, Sissi a choisi la thérapie de choc prônée par le FMI. Mais c'est voué à l'échec : il n'y aura pas d'essor spectaculaire de l'investissement privé dans le contexte des pays arabes. Ce qui va rester, c'est le choc sans la thérapie, comme on disait dans les années 1990 de la Russie. Or la colère populaire grandit, et c'en est déjà fini de la période de grâce de Sissi. Le problème reste la capacité des forces de gauche à s'organiser comme alternative à la fois contre l'ancien régime et contre les intégristes. Il faut construire cette gauche-là. Les conditions pour sa construction sont bien meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'étaient avant 2011. La région a vécu sous le despotisme pendant des décennies, et pour la première fois, en 2011, elle a vu des mouvements populaires renverser des dictateurs. Cette expérience est source d'espoir pour l'avenir. On est entré dans un processus de longue durée qui durera de longues années, voire des décennies. □

« Alepponica », une adaptation du célèbre tableau de Picasso à la guerre en Syrie (avec Poutine, Assad, les Etats-Unis, l'Union européenne...), par l'artiste portugais Vasco Gargalo. DR.



se trompaient, parce que l'alternative aurait été une radicalisation du mouvement social, dont la possibilité existait fortement en Egypte en 2013.

Les Saoudiens et les Emirats arabes unis ont, par contre, soutenu avec enthousiasme la prise du pouvoir par Sissi en Egypte. Le coup d'Etat égyptien a constitué une lourde défaite politique pour le Qatar. Cependant, surtout après le changement de leur monarque, les Saoudiens, obsédés par la menace iranienne et constatant que dans des pays comme la Syrie ou le Yémen, ils se retrouvaient dans le même camp que les Frères musulmans, ont privilégié pour un temps le front unique sunnite, avec ces derniers et le Qa-

Turquie (l'Iran profite certes de la situation, mais le Qatar prend bien soin de ne pas se mouiller de ce côté qui fâcherait Washington, alors qu'avec la Turquie il n'y a pas de problème puisque c'est un membre de l'OTAN) et, de l'autre côté, l'axe Arabie saoudite-Emirats arabes unis-Egypte. L'administration américaine est divisée là-dessus, entre, d'une part, Trump et ses conseillers d'extrême droite islamophobes qui vont dans le sens du Caire et d'Abou Dhabi, et, d'autre part, le département d'Etat et le Pentagone – surtout que le Qatar héberge la plus grande base et le centre de commandement militaire des Etats-Unis pour toute la région aux frais de la prin-

Tunisie: un bilan en demi-teinte

PAR DOMINIQUE LEROUGE

La Tunisie passe aujourd'hui pour une sorte de modèle, car elle a échappé au sort tragique de l'Égypte et de la Syrie et que des «acquis» de la révolution de 2011 demeurent. Mais lesquels exactement ?

Le principal acquis restant de la révolution est la liberté d'expression et d'organisation. Il existe en effet plus de 200 partis politiques, d'innombrables associations ainsi que de multiples organes de presse imprimés ou en ligne. Certes, la police de Ben Ali est toujours en place et l'usage de la torture dans les commissariats a fait sa réapparition. Si elle ne peut plus agir impunément comme avant, les actions jihadistes donnent cependant l'opportunité au gouvernement

taire. Mais, à ce jour, rien de tel ne s'est passé.

UNE SITUATION SÉCURITAIRE PRÉCAIRE

Les assassinats jihadistes ne se limitent pas à ceux commis en 2015 au musée du Bardo, à Sousse puis à Tunis. Dans l'intérieur du pays, un jeune berger a été par exemple décapité par Daech le jour même où ont eu lieu des massacres en Ile-de-France, dont celui du Bataclan. Son frère a subi le même sort en juin 2017. Depuis plusieurs années, des ac-

voulues par Ennahdha ont été repoussées: la référence à la chari'a ne figure finalement pas dans la nouvelle Constitution et le statut juridique des femmes n'a pas été réduit à un «rôle complémentaire» de celui des hommes. Parmi les timides avancées, notons que désormais un violeur ne peut théoriquement plus échapper à la justice en épousant sa victime, et que des peines ont été instaurées contre les formes les plus graves de harcèlement sexuel.

Pas grand chose n'a par contre bougé en terme de partage des tâches à la maison, d'accès dans les cafés et restaurants, de possibilité pour les femmes de se promener seules le soir, ou encore de se vêtir comme elles le souhaitent, en particulier à la plage, de disparités salariales et de taux de chômage.

CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, ET RÉSISTANCE

Tous les gouvernements qui se sont succédé depuis janvier 2011 ont poursuivi et amplifié la politique économique et sociale en vigueur sous Ben Ali: remboursement de la dette et recours à de nouveaux emprunts, gel des salaires, coupes budgétaires dans les services publics, privatisations dans le secteur public et développement de «partenariats public-privé», accord de libre échange avec l'Union européenne (ALECA), accentuant la spécialisation de la Tunisie dans quelques produits d'exportation, absence de politique de développement des régions de l'intérieur. Avec pour résultat hausse du chômage, baisse du pouvoir d'achat, aggravation de la situation des régions marginalisées, développement de l'économie informelle qui représente aujourd'hui la moitié du PIB. Simultanément, la contrebande et le trafic de marchandises, d'armes et de drogue ne cessent de se développer.

Après avoir été parasitée par la bipolarisation entre néolibéraux «modernistes» et néolibéraux islamistes, la question sociale est revenue au premier plan à partir de 2014, suite à la démission du gouverne-

Manifestation en défense des droits des femmes, le 9 août 2013 à Tunis.



de restreindre les libertés: il a, par exemple, proclamé en juin 2015 l'état d'urgence au lendemain de l'attentat de Sousse, puis fait adopter une législation antiterroriste liberticide. L'instauration du couvre-feu après l'attentat de Tunis cinq mois plus tard a permis au passage de mettre un terme à la vague de grèves générales tournantes dans le secteur privé. Face au blocage de la production d'hydrocarbures dans la région de Tataouine, le président de la République avait annoncé en grande pompe que certains sites de production allaient être placés sous contrôle mili-

crochages armés violents ont lieu entre l'armée et des maquis jihadistes de l'intérieur du pays. Cette situation risque de s'aggraver avec le retour de Tunisien-ne-s parti-e-s faire le jihad à l'étranger.

DROITS DES FEMMES: IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE

Depuis l'indépendance, la Tunisie est le pays du monde arabe où la situation juridique des femmes est de loin la meilleure. Suite aux mobilisations initiées par les organisations de femmes, les régressions en ce domaine

ment Ennahdha. Trois types de situations doivent être distinguées :

- L'UGTT (Union générale tunisienne du travail) joue un rôle clé là où elle est le plus implantée, c'est-à-dire avant tout les administrations et les entreprises publiques. En 2014 et 2015, des grèves sectorielles massives y ont été initiées par des structures syndicales intermédiaires. Les responsables nationaux avant tout soucieux de « dialoguer » avec le pouvoir et le patronat ont été bousculés, avec comme résultat un durcissement de la position de la centrale. Les grèves se sont étendues et des engagements appréciables ont été obtenus. Des mois de lutte ont toutefois été nécessaires par la suite pour contraindre l'Etat à honorer sa signature.

- Dans les secteurs où l'UGTT est plus faible, comme les salariés permanents du secteur privé, la répression patronale est féroce et les succès revendicatifs, même limités, beaucoup plus difficiles à obtenir. La vague de grèves générales tournantes du secteur privé organisée par l'UGTT a été brutalement interrompue par l'attentat jihadiste de Tunis, en novembre 2015.

- L'UGTT est historiquement inexistante parmi les salariés précaires, et à plus forte raison les chômeurs. Des vagues périodiques de luttes ont lieu sous formes de sit-in, dont des barrages de routes ou de voies ferrées bloquant la production de phosphate ou d'hydrocarbures. Ces luttes sont menées par des regroupements plus ou moins formalisés et le rôle de l'UGTT s'y limite, au mieux, à un soutien par ses structures locales. Une évolution importante a toutefois eu lieu à l'occasion du conflit dans la région de Tataouine: le secrétaire général de l'UGTT a proposé aux jeunes chômeurs

de jeter tout son poids dans la balance en jouant le rôle de médiateur. Des avancées importantes ont été obtenues. Faisant partie des signataires, l'UGTT a beaucoup plus de poids pour exiger ensuite que celles-ci soient effectivement mises en oeuvre.

- De nombreuses autres organisations agissent dans leur champ propre d'activité. A celles existant déjà sous Ben Ali comme l'UGET (étudiants), l'UDC (chômeurs diplômés), l'ATFD (droits des femmes) ou la LTDH (droits de l'Homme), sont venues s'ajouter beaucoup d'autres, comme le FTDES², qui aide notamment les précaires et les chômeurs à s'organiser, ou Manich Msamah qui lutte contre la loi de blanchiment des corrompus de l'époque Ben Ali.

CRISES POLITIQUES À RÉPÉTITION

A l'été 2013, un vaste mouvement de masse a exigé notamment le départ d'Ennahdha du pouvoir. Fin tacticien, le président de Nidaa Tounes, un parti dirigé par des notables de l'ancien régime, a alors joué sur deux tableaux :

- Le 26 juillet, il satellise la plus grande partie de la gauche politique et associative en formant avec elle un éphémère Front de salut national.

- Le 14 août, il conclut un accord plus ou moins secret avec le président d'Ennahdha, alors que ces deux partis n'avaient auparavant pas cessé de se diaboliser mutuellement. Prenant le relais, un « dialogue national » est mis en place sous l'impulsion de l'UGTT. Il vise un « consensus » entre l'essentiel des forces politiques et sociales, dont la droite issue de l'ancien régime, la gauche, Ennahdha, l'UGTT et le syndicat patronal. Cette collaboration entre des forces ayant des intérêts de

classe opposés sera couronnée par l'attribution du prix Nobel à ses initiateurs.

Dans la foulée, le gouvernement Ennahdha finit par démissionner le 9 janvier 2014. Après un an de « purgatoire », il limite son recul aux législatives d'octobre 2014 et revient ensuite tranquillement au pouvoir pour y jouer les seconds rôles dans des gouvernements dirigés par Nidaa. Mais les zigzags de Nidaa ont donné le tournis à nombre de ses militants, et contribué à intensifier les frictions entre chefs de clans. Le parti s'est en conséquence progressivement fracturé en au moins trois morceaux. Résultat, Nidaa est passé de 86 députés en octobre 2014 à 57 à l'été 2017, et sa crise ne cesse de s'accroître.

Ayant conservé ses 69 élus, Ennahdha est redevenu le premier parti à l'Assemblée et est en situation d'attendre que le pouvoir finisse par lui tomber entre les mains ... à condition toutefois que les luttes de clans en son sein ne finissent pas par dégénérer.

La seule opposition parlementaire réelle au gouvernement est représentée par le Front populaire, dont le nombre de députés est passé de 6 à 15 en octobre 2014. Mais à ce jour, il n'est pas considéré par la grande majorité des Tunisiens comme une alternative politique crédible.

Dans les luttes, ainsi qu'au sein des syndicats et associations, des militant-e-s se reconnaissant dans le Front jouent souvent un rôle efficace. Mais ils et elles le font avant tout à titre individuel. Mis à part le Parti des travailleurs (ex-PCOT), les organisations composant le Front sont faiblement structurées. Il en va de même du Front lui-même. □

¹ « Accord de libre-échange complet et élargi »
² FTDES : Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux.

Des députés et des syndicalistes sur le chemin de Damas

Ces derniers mois, des représentants de l'UGTT et du Front populaire (dont certains sont par ailleurs membres de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme) se sont rendus bruyamment en Syrie, en y rencontrant notamment Bachar el-Assad. Parmi eux et elles figurent des nationalistes arabes ayant combattu le régime de Ben Ali, tout en n'ayant jamais caché leur soutien à celui de la famille Assad en Syrie. Force est de constater que les membres de la gauche politique, syndicale et associative participant à ces délégations partagent cette position. Dans une tribune publiée le 1^{er} janvier 2017, l'historienne tunisienne et militante des droits de l'Homme Sophie Bessis dénonçait déjà « le silence assourdissant des organisations de la gauche tunisienne face à la répression en Syrie ». « Depuis des mois, alors que les civils syriens sont massacrés sans relâche par le régime de Bachar al-Assad aidé par l'aviation russe et l'Iran, les milices du Hezbollah libanais ainsi que des supplétifs chiites irakiens et afghans, ce qui

tient lieu de gauche tunisienne se tait, à l'instar de celles des autres pays du Maghreb. Pire, certains de ses représentants n'ont pas hésité au cours des dernières années à prendre publiquement position pour le régime de Damas et son allié russe, arguant qu'ils n'ont en face d'eux en Syrie que des mouvements jihadistes qu'il convient d'éradiquer par tous les moyens, y compris les plus abominables (...) Pourquoi ces hérauts de la laïcité à la syrienne occultent-ils le fait que les principaux soutiens régionaux de Bachar al-Assad sont la République islamique iranienne et le Hezbollah – "parti de Dieu", comme son nom l'indique – libanais ? A continuer de pratiquer l'indignation sélective (...) ceux qui – au Maghreb – se réclament à grands cris de la démocratie et de la modernité commettent une double faute. Morale d'abord, en se taisant devant l'ignominie syrienne qui foule aux pieds tous leurs principes affichés. Politique ensuite, dans la mesure où (...) ils tuent l'idée même d'humanité dont ils se croient les défenseurs. » □

TUNISIE

La révolte ne cesse de gronder dans les régions intérieures

PAR DOMINIQUE LEROUGE

Ce n'est pas par hasard si la révolution est partie fin 2010 des régions déshéritées de l'intérieur du pays, où la vie est encore plus difficile que dans le reste du pays : le chômage y atteint en effet des records, particulièrement pour les jeunes et les femmes. Etat des lieux, écrit le 15 août, des luttes que continuent de mener les populations de ces régions.



Pendant les mobilisations de Tataouine. DR.

Six ans après la fuite de Ben Ali, et neuf ans après la révolte prémonitoire du bassin minier de Gafsa, les habitants de ces régions se sentent toujours autant délaissés et méprisés. Une situation qui ne leur laisse d'autre choix que le désespoir et la révolte. Dans le village de Jemna (région de Kébili), par exemple, une lutte exemplaire s'est maintenue sans discontinuité depuis janvier 2011. Une des plantations de palmiers-dattiers, ancien bien colonial devenu propriété d'Etat et dirigé par des proches de la dictature, y est occupée et gérée collectivement par la population, à la

grande fureur du gouvernement.

A l'heure où ces lignes sont écrites, aucune solution définitive n'a encore été trouvée avec le pouvoir. La seule avancée est la décision de justice du 13 juillet ordonnant le déblocage des comptes du commerçant qui s'était porté acquéreur de la récolte de l'année 2016. Le commerçant peut ainsi régler enfin son achat auprès de l'association à but non lucratif qui assure la gestion de la plantation occupée. Celle-ci, qui regroupe la quasi-totalité des habitants de Jemna, peut à son tour payer les 142 salariés ainsi que les autres frais, et continuer à utiliser

l'intégralité des bénéfices restants à la poursuite de réalisations améliorant la vie de la population, notamment un marché couvert, une ambulance, l'équipement de la bibliothèque, trois salles de classe et quatre blocs sanitaires pour l'école, ainsi qu'une salle de sport pour le lycée, un terrain de football, des subventions aux associations sportives et culturelles ainsi qu'à diverses associations d'utilité publique. Partout ailleurs dans les régions de l'intérieur, des vagues périodiques de mobilisations se succèdent depuis 2011, enchaînant sit-in, manifestations, blocages de routes et

de voies ferrées, occupations de sièges d'autorités locales, affrontements avec les forces sécuritaires, blocage de l'extraction et du transport de matières premières comme le phosphate ou les hydrocarbures, etc. En tête des revendications figurent l'attribution immédiate d'emplois, ainsi qu'une politique résolue de l'Etat pour développer économiquement et socialement ces régions. Hormis l'indifférence, la répression, les procès contre les jeunes manifestants et les promesses non tenues, les seules réponses réelles des gouvernements qui se sont succédé depuis 2011 ont en général été un saupoudrage de petits boulots précaires et sous-payés. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'un nombre significatif de véritables emplois a été arraché, comme pour le site pétrolier d'El Kamour dans le gouvernorat de Tataouine.

LA MOBILISATION DES JEUNES CHÔMEURS DE LA RÉGION DE TATAOUINE

Depuis début 2017, des jeunes chômeurs y sont, une fois de plus, en lutte contre le chômage et l'absence de développement économique. A partir d'avril, de multiples manifestations, grèves générales et blocages de routes ont lieu dans cette région saharienne, riche en hydrocarbures mais dont la population reste désespérément pauvre. Préoccupées uniquement par leurs profits, les compagnies exploitantes restent en effet sourdes aux demandes de développement économique et social, à commencer par l'embauche de chômeurs locaux. Les pouvoirs qui se sont succédé depuis 2011 ont fidèlement relayé les desiderata des propriétaires étrangers et tunisiens. Lors de sa venue à Tataouine, le 27 avril, le chef du gouvernement se contente, pour

l'essentiel, de promettre la création de petits boulots précaires et sous-payés. Les jeunes mobilisés ressentent cette réponse comme une insulte. Ils montent alors d'un cran en tapant au portefeuille, bloquant non seulement le transport mais également la production d'hydrocarbures sur le site d'El Kamour. A son tour, le pouvoir dirigé par des notables de l'ancien régime et les islamistes d'Ennahdha hausse le ton : le 21 mai, les forces sécuritaires reçoivent l'ordre d'empêcher par tous les moyens le blocage des sites de production. Dès le lendemain, un manifestant trouve la mort et une cinquantaine d'autres sont blessés, dont plusieurs grièvement.

L'indignation et la solidarité de la population locale prend alors un nouvel essor. Il en va de même dans l'ensemble du pays. Mis en grande difficulté, le gouvernement et le patronat se trouvent contraints de répondre, au moins partiellement, aux revendications. Vendredi 16 juin, un accord intervient enfin entre le gouvernement et les jeunes chômeurs du sit-in d'El Kamour, en présence du secrétaire général de l'UGTT qui s'était proposé comme médiateur et garant de l'application d'un éventuel accord. Alors que le 27 avril, aucun recrutement n'était programmé par les compagnies d'hydrocarbures, 1500 y auront lieu selon un calendrier précis, dont 1000 avant fin décembre. Des allocations seront versées aux futurs recrutés en attendant qu'ils rejoignent leurs postes. D'autres emplois, malheureusement précaires et mal payés, seront par ailleurs attribués : 1500 en juin 2017, 1000 en janvier 2018 et 500 en 2019. Parmi les autres mesures figurent l'engagement du gouvernement à ne pas poursuivre en justice les

protestataires, ainsi que le versement par l'Etat de 80 millions de dinars (30 millions d'euros) à un fonds chargé d'investir pour développer la région.

En échange, les jeunes acceptent la remise en fonction des installations d'extraction d'hydrocarbures, le déblocage des routes et la fin des sit-in dans la région de Tataouine. Ils se déclarent toutefois prêts à tout moment à reprendre les blocages si le gouvernement n'honorait pas ses promesses. Pour cette raison, ils ne démontent pas les tentes utilisées pour les sit-in à proximité des installations des compagnies pétrolières et gazières.

Dans le sud tunisien, l'essentiel des problèmes demeure : dans la région de Tataouine, le taux de chômage avoisine en effet 27% (et 36% chez les diplômés du supérieur). Dans la région voisine de Kebili, aux caractéristiques comparables, les revendications des manifestants ne sont par contre pas satisfaites à ce jour. Résultat, depuis le 20 juin, la production d'hydrocarbure est à nouveau bloquée suite à la fermeture de l'oléoduc desservant également la région de Tataouine.

MEKNASSI : 18 MOIS DE LUTTE SOCIALE

Depuis 7 ans, Meknassi n'a pas connu de répit. Les gouvernements successifs n'ont pas répondu aux revendications de ses habitants qui ne cessent d'exprimer leur ras-le-bol de la marginalisation et du chômage. La vague actuelle de mobilisation a commencé à Meknassi il y a environ 18 mois. Elle s'est organisée en plusieurs sit-in, celui des chômeurs qui compte 17 femmes sur 63 participants, celui des salariés, surexploités à l'extrême, employés notamment dans les travaux publics, le gardiennage ou le net-

Les femmes de Meknassi manifestent contre la double exclusion

Samedi 21 janvier 2017, pour la première fois, des dizaines de femmes défilent à Meknassi contre la répression policière et pour revendiquer des emplois. Contentes et fières, elles sont conscientes de l'importance du moment. Pour une fois, elles sont sur le devant de la scène. Parmi ces femmes, jeunes et moins jeunes, diplômées ou non, beaucoup font partie des trois sit-in organisés à Meknassi. Devant les regards gênés des hommes attablés aux cafés, les femmes en marche les interpellent : « citoyen victime ! Viens participer au combat ! »

Parmi leurs propos rapportés par le blog Nawaat : « Les femmes sont plus exposées à la marginalisation et à la pauvreté que les hommes. Les femmes sont encore moins payées que les hommes dans les champs agricoles ou d'autres domaines. Les filles n'ont

pas le droit de décider de leur sort, et si elles élèvent la voix, elles se font traiter de tous les noms. Pourtant, nous faisons face au même ennemi. Le 10 janvier, quand la police a attaqué notre rassemblement au gouvernorat, j'ai été tabassée, tout comme les hommes. » « Ce n'était pas possible de manifester avec les hommes, il y a quelques années. Mais en février 2016, 17 femmes au chômage se sont imposées au sit-in, et elles ont commencé à participer aux assemblées générales et aux réunions. Elles ont même initié des manifestations et des rassemblements ». « Nous avons encore du pain sur la planche. Même les militants les plus progressistes contestent le leadership féminin. Et la majorité des familles n'acceptent pas de laisser leurs filles participer à une activité mixte ou occuper la rue. Le problème est que de nombreuses femmes s'inclinent devant les exigences masculines. » □



toyage, qui réunit près de 500 participants dont 320 femmes, celui des 100 candidats, dont deux femmes, qui ont réussi le concours de recrutement à la future mine de phosphate dont l'ouverture, promise pour 2013, est sans cesse repoussée.

La mobilisation actuelle des jeunes de Meknassi a commencé le 17 janvier 2016, au lendemain du suicide d'un jeune de la région voisine de Kasserine, dont le nom avait été retiré d'une liste de diplômés chômeurs bénéficiaires de contrats d'embauche. En guise de protestation, il s'était électrocuté après avoir grimpé sur un poteau devant le siège du gouvernorat. Son décès a été la goutte qui a fait déborder le vase. Il a provoqué une onde de choc parmi les chômeurs de Kasserine, celle-ci se propageant ensuite dans d'autres régions marginalisées. Dès le lendemain, les jeunes de Meknassi ont rejoint la contestation. Comme ailleurs, ils revendiquent des emplois et du développement. Rassemblements, grèves et manifestations se succèdent. La réponse sécuritaire se traduit par de violentes confrontations entre manifestants et forces de l'ordre. Le poste de police est brûlé et saqué. Les protestataires barrent la route nationale qui relie Gafsa à Sfax. Dans la foulée, les diplômés chômeurs de Meknassi entament le 4 février un sit-in à l'intérieur du siège de la représentation locale de l'Etat.

Fin juillet 2016, le gouverneur de Sidi Bouzid accepte de formuler un accord de recrutement rapide avec les diplômés chômeurs. Mais rapidement, il se rétracte. Pour faire pression sur le gouvernement, les jeunes de Meknassi s'allongent du 29 au 31 août sur la route nationale afin de bloquer les camions



Une manifestation à Meknassi. DR.

transportant le phosphate extrait dans la région voisine de Gafsa.

Le 30 décembre 2016, les trois sit-in se regroupent. Ils proclament, en compagnie de l'Union locale UGTT, la désobéissance civile à Meknassi, avec fermeture des établissements publics, de la municipalité, des bureaux de poste et des banques. Cette action bénéficie d'un large soutien des habitants de la ville, sur lesquels s'abat la répression policière. «La nuit tombée, la police fait des descentes dans les quartiers. Ils jettent les bombes lacrymogènes dans les maisons, nous insultent et provoquent les jeunes. Ils ont arrêté plusieurs jeunes et les ont torturés avant de les relâcher sous la pression», raconte une veuve et mère de deux enfants. Ouvrière des chantiers publics, elle est en sit-in depuis un an pour son droit à la sécurité sociale et à la titularisation. Face à cela, l'UGTT et d'autres organisations appellent à la grève générale le 12 janvier à Meknassi, suivie d'une manifestation à Sidi Bouzid et d'affrontements avec la police.

Le 6 février 2017, les protestataires pensent avoir obtenu la satisfaction sur une partie

de leurs revendications: «pour une fois, nous avons réussi à avoir un accord d'embauche immédiat pour 12 diplômés chômeurs qui ont plus de 40 ans et d'intégrer le reste des sit-ineurs dans des entreprises publiques avec des contrats de cinq ans jusqu'à leur titularisation», explique le diplômé chômeur coordonnant les mouvements sociaux à Meknassi. Quatre jours plus tard, le dossier est transféré au gouverneur de Sidi Bouzid afin de concrétiser cet accord. «Depuis, blocage total», explique le coordinateur des mouvements sociaux de Meknassi.

Face à cela, les mobilisations reprennent de plus belle. Le 21 février, nouveau blocage de la route nationale utilisée pour le transport du phosphate de Gafsa. Le 17 mai, blocage de deux trains de la Compagnie des phosphates de Gafsa et le 15 juin, nouveau blocage des camions de phosphate remplaçant les deux trains bloqués depuis près de deux mois. □

Vers une auto-organisation nationale des populations les plus démunies?

Dans les secteurs faisant traditionnellement partie du champ de syndicalisation de l'UGTT, c'est fondamentalement en son sein que se structurent les luttes, comme par exemple les vagues de grèves de 2014-2015 qui ont débouché sur une série d'avancées pour les salariés concernés. Il en va différemment pour les secteurs les plus paupérisés, dans lesquels l'UGTT est traditionnellement très peu implantée. Leurs luttes sont éparpillées et ne débouchent qu'exceptionnellement sur de réels résultats. Des chômeurs en lutte expliquent: «mille fois nous avons fait le bilan de l'échec. Des camarades en prison, d'autres affaiblis par les grèves de la faim, d'autres qui n'ont plus d'espoir... Jusqu'à quand allons-nous nous battre, chacun de notre côté? Ce gouvernement se sent plus fort parce que nous sommes dispersés.» D'où une conclusion logique: «soit nous concrétisons la coordination entre tous les chômeurs, soit ça sera encore une fois l'échec.»

Dans ce but, plus de 240 animateurs et animatrices de ces mou-

vements sociaux, dont des représentants de la lutte de Meknassi, se sont réunis en congrès du 24 au 26 mars 2017, grâce à l'aide de FTDES.¹ Ils et elles représentent notamment des sit-in de chômeurs diplômés ou non, de travailleurs particulièrement précaires et surexploités (chantiers de travaux publics, mais aussi gardiennage, petits travaux administratifs, etc.), des ouvrières du textile licenciées, des travailleuses de l'agriculture, des victimes de la pollution du golfe de Gabès par une usine de transformation du phosphate, la population de Jemna qui depuis 2011 occupe et gère collectivement une plantation de palmiers-dattiers, en faisant bénéficier l'ensemble des habitants des profits dégagés. Lors de ce congrès, la proposition de former une coordination nationale de ce type de mouvements sociaux a été adoptée. □

¹ Le FTDES (Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux) est une association créée en 2011 par des militant-e-s issu-e-s du monde syndical, associatif et altermondialiste.

Egypte : vivre et militer sous la dictature

PAR HODA AHMED

Depuis l'arrivée de Sissi au pouvoir en juillet 2013, il est devenu de plus en plus difficile de survivre dans un pays dont la situation économique, sociale et politique ne cesse de se dégrader.

Le pays ne s'est jamais relevé du choc de la révolution de 2011 : fonte des réserves en devises de la Banque centrale, baisse des recettes de l'Etat (retrées du Canal de Suez, du tourisme et des envois des émigrés). Se pliant aux diktats du FMI pour obtenir un prêt de 12 milliards de dollars payable en trois fois, chaque tranche n'étant versée qu'en contrepartie de mesures radicales, le pouvoir s'est empressé de montrer qu'il était un bon élève : instauration d'une TVA à 14% et suppression quasi totale des subventions pour les denrées alimentaires de base, l'électricité, le gaz et l'eau, d'où l'enchérissement de quantité de produits.

Le coup le plus rude a été porté en novembre 2016 quand il a été décidé de faire flotter la livre égyptienne : en 24 heures, l'inflation s'est envolée à près de 40%. S'en sont suivies des pénuries de produits dont les matières premières de base étaient importées, comme les médicaments ou le pain, ce qui a provoqué des émeutes début mars 2017. Près du tiers des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, avec moins d'un euro par jour. Environ 70% de la population a moins de 30 ans, le chômage atteint plus de 20% d'entre eux et paradoxalement le travail des enfants (bien qu'illégal en dessous de 15 ans) est massif, près de 17 millions, particulièrement dans le domaine agricole.

UNE RÉPRESSION TOUS AZIMUTS

L'espace de liberté est réduit au minimum. Si les Frères musulmans sont les premiers visés, ainsi que les groupes islamistes comme Daech et Hasm, personne n'est à l'abri. Les acteurs de la révolution de janvier 2011 se sont dispersés, ayant quitté le pays ou bien se repliant sur leur vie personnelle. La répression est telle – 60 000 prisonniers politiques et des centaines de dispari-

tions, sans compter la perception négative des résultats de janvier 2011 – que les partis politiques ne recrutent plus de jeunes et qu'ils n'arrivent même plus à payer le loyer de leurs locaux.

Le régime veut éliminer toute opposition avant l'élection présidentielle de 2018. Révélateur, le procès fait à Khaled Ali, avocat de gauche radicale qui avait infligé une défaite inattendue au pouvoir : il avait en effet attaqué en justice la décision de Sissi de rétrocéder les îles de Tiran et Sanafir à l'Arabie saoudite et avait eu gain de cause. Malgré les décisions de justice, le parlement a passé outre, approuvant le 14 juin leur rétrocession alors que des dizaines de militants et d'avocats avaient été arrêtés préventivement pour parer à toute manifestation.

Au niveau syndical, dès le lendemain de 2011, il s'est agi de museler le mouvement ouvrier qui par sa mobilisation avait joué un rôle déterminant dans la chute du régime de Moubarak. Les manœuvres ont été nombreuses. D'une part, en nommant en juillet 2013 Kamal Abou Eita – le président de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU) – comme ministre du travail et de la main-d'œuvre ; dès sa nomination, celui-ci a déclaré qu'il n'était pas un inconditionnel de la grève puisqu'elle « pervertissait » les négociations. D'autre part, en réprimant directement les travailleurs avec mises à pied, licenciements, emprisonnements et procès.

En mai 2017, une loi très répressive sur les ONG a été adoptée, qui a conduit à la fermeture de la quasi totalité des ONG œuvrant pour les droits de la personne. Depuis juin, plus de 150 sites internet, dont Madamasr (site d'information alternatif bilingue arabe-anglais), ont été interdits. Ceci est très pervers parce qu'ils sont tous mis dans le même sac que des sites liés aux Frères musulmans ou au Qatar comme Al Jazeera, ce qui donne

l'impression que toute opposition est islamiste. L'Egypte se trouve 161^{ème} sur 180 pays pour la liberté de la presse, derrière la Turquie (155^{ème}). Enfin, suite aux émeutes du pain de mars 2017, Sissi s'est empressé d'instaurer l'état d'urgence (appliqué déjà dans le Sinaï) à l'ensemble du pays ; il a été encore prolongé début juin de trois mois, et le risque existe de se retrouver comme sous Moubarak sous un état d'urgence permanent.

Depuis la mise à l'écart en juillet 2013 du président élu Mohamed Morsi, et l'évacuation sanglante de ses partisans de la place Rabaa el Adaweya – se soldant par des milliers de morts et de blessés –, les Frères musulmans et les islamistes radicaux de Daesh et Hasm sont poursuivis sans relâche.

Parallèlement, on assiste à une radicalisation croissante de jeunes islamistes qui critiquent la stratégie selon eux trop modérée des vieux cadres, lesquels, s'ils n'ont pas été mis en prison, ont émigré au Qatar et en Turquie. Dans un premier temps, les attentats ont visé principalement les forces de l'ordre, armée et police, puis les autorités judiciaires, puis les Coptes. Sans oublier les touristes occidentaux, avec la volonté manifeste de porter un coup au tourisme, l'une des principales sources de devises du pays. Dans certains gouvernorats c'est l'état de siège, comme dans le Sinaï ou les oasis du désert libyque : la population ne peut pas sortir des agglomérations sous peine de se faire tirer dessus par les forces de l'ordre, sous prétexte de lutte contre un terrorisme qui, malgré tous les communiqués de victoires, se porte toujours aussi bien.



DÉFI DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCOLOGIQUE

Alors que la population atteint 93 millions d'habitants, avec un taux de croissance de 1,96% par an, la superficie des terres cultivables ne cesse de diminuer : de 5% du territoire (vallée du Nil et Delta), elle est passée à 3,5% à cause des constructions illégales qui non seulement empiètent sur les terres agricoles mais utilisent les terres alluviales pour fabriquer les briques nécessaires. Le Haut-barrage d'Assouan ayant supprimé la crue annuelle qui lavait les terres et apportait le limon très fertile, on assiste à un appauvrissement des terres, d'où l'utilisation massive de pesticides et, plus grave encore, le Delta se salinise. Le pays, déjà en souffrance hydrique, risque de gros problèmes d'approvisionnement en eau à cause de la construction du grand barrage Renaissance en Ethiopie, d'où provient la majorité de l'eau du Nil. Dans les grandes villes comme Le Caire et Alexandrie, les coupures d'eau sont quotidiennes. Mais dans les oasis, où vivent plus de 100 000 habitants, l'eau n'est distribuée que quelques heures tous les deux ou trois jours alors que les températures atteignent couramment plus de 40°C.

Alors que l'Égypte a ratifié l'accord de Paris sur le climat, elle a prévu la construction d'une centrale thermique au charbon de 6 000 mégawatts sur la côte de la Mer Rouge (qui devrait entrer en service dans sept ans) pour la somme de 1,5 milliards de dollars et a programmé la construction d'une centrale nucléaire à l'ouest d'Alexandrie.

LA QUESTION COPTE

Représentant 10 à 12% de la population c'est la plus forte communauté chrétienne de la région. Daech les vise explicitement en Égypte même, après la décapitation de 21 d'entre eux en 2015 en Libye. Depuis un an, une centaine de coptes sont morts victimes d'attentats ou d'attaques ciblées. C'est notamment le cas au Sinaï, où «la province du Sinaï» de Daech a obtenu que la ville d'El Arich soit épurée de toute présence chrétienne, sans que l'État n'organise quoi que ce soit pour les protéger ou au moins organiser leur accueil dans d'autres ré-

gions.

L'objectif des islamistes, diviser la société égyptienne, n'est dénoncé qu'oralement par l'État. De fait, la discrimination des Coptes perdure. Des centaines de familles sont contraintes de quitter leur village suite à des différends ; des églises sont incendiées ; nombre de postes dans la fonction publique leur sont interdits légalement ou de fait. Même le football,



Une peinture murale contre la répression. DR.

grand sport national, n'y échappe pas puisqu'aucun joueur copte ne figure dans la sélection nationale. Dernière mesure du pouvoir : un projet de loi interdisant à tout Égyptien d'avoir un prénom «occidental», mesure visant explicitement les Coptes puisque ce sont eux qui donnent souvent de tels prénoms à leurs enfants.

LE SOUTIEN DE LA «COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE»

Les partis politiques sont désertés par les jeunes et parmi ces derniers, même ceux qui s'engagent sur des positions radicales perdent les élections universitaires. L'institution militaire, explicitement aux commandes politiques et économiques, a su élargir considérablement le cercle des bénéficiaires directs du régime dans la police, l'armée et la justice.

Par ailleurs, le régime bénéficie d'une indulgence sans pareille pour poursuivre cette politique répressive. La lutte contre le terrorisme est le prétexte tout trouvé

pour que la communauté internationale, à commencer par la France, ferme les yeux sur toutes les atteintes aux droits de la personne. Après la livraison de blindés légers en 2013 et 2014, en pleine répression des opposants, les ventes d'armes se sont envolées : 24 avions Rafale, une frégate, deux porte-hélicoptères Mistral (ceux dont la vente à la Russie avait été annulée), des missiles... Ces contrats, dépassant les six milliards d'euros, sont financés en grande partie par des prêts de l'Arabie saoudite. Cela, sans compter les contrats de près de deux milliards d'euros pour les secteurs du transport et de l'énergie, signés lors de la visite officielle de Hollande en avril 2016.

Le Drian est allé en Égypte cinq fois, la dernière comme ministre des affaires étrangères pour porter un message d'amitié du président Macron. Il n'a jamais dit un mot sur les violations des droits humains et a même été décoré de l'ordre de la République égyptienne. Sylvie Goulard, la nouvelle ministre des armées, a visité l'Égypte le 6 juin. Elle a félicité Sissi et le sheikh de la mosquée d'El Azhar pour leur action contre le terrorisme...

LUEURS D'ESPOIR

Malgré une contre-révolution brutale, il reste des acquis de 2011. Les gens ont eu le pouvoir de dire non à un régime incapable de gérer le pays,

ils l'ont vu tomber alors qu'on le disait inamovible. L'officier qui avait tiré en 2015 sur Chaïmaa El Sabbagh, militante de l'Alliance populaire socialiste, a été condamné à dix ans de prison : c'est la première condamnation depuis 2011 d'un militaire auteur de crimes contre des militants.

Plus importante encore est la constitution en janvier 2017 d'un front uni «Nous voulons vivre!», dont l'objectif est de défendre les droits sociaux des Égyptiens, particulièrement des travailleurs et travailleuses. Cette initiative regroupe des partis politiques comme les Socialistes révolutionnaires ou Pain et Liberté, des ONG et des organisations syndicales comme l'Union égyptienne des travailleurs du pétrole ou le Front de défense des journalistes. Autre signe du réveil du mouvement ouvrier, la grève de 16 000 ouvriers, démarrée le 6 août 2017, qui paralyse le complexe de filature et tissage de Mahalla el Kobra, une usine emblématique puisque c'est là que les grèves de 2008 avaient annoncé le mouvement de 2011. □

Les islamistes à l'épreuve du pouvoir

En 2012 et 2013, les Frères musulmans égyptiens et leurs cousins tunisiens d'Ennahdha ont pour la première fois exercé le pouvoir. A la mi-2013, leur bilan était catastrophique et de gigantesques manifestations ont exigé leur départ. Dans les deux cas, les forces des anciens régimes, qui avaient conservé l'essentiel de leurs positions dans l'appareil d'Etat et l'économie, se sont saisies de l'occasion pour récupérer le pouvoir. En Egypte, une dictature militaire pire que celle de Moubarak est en place depuis l'été 2013. En Tunisie, le gouvernement Ennahdha a fini par démissionner en janvier 2014, en partie pour éviter le type de répression implacable subie par les islamistes égyptiens. Puis il est revenu un an plus tard au gouvernement, pour y jouer les seconds rôles.

Tunisie : une mise en retrait pour mieux s'enraciner et revenir

PAR DOMINIQUE LEROUGE

Depuis janvier 2011, Ennahdha (le « Mouvement de la renaissance ») est parvenu par deux fois au pouvoir, en 2012-2013 en position hégémonique, depuis février 2015 dans le cadre de gouvernements de coalition dirigés par des notables de l'ancien régime. Dans les deux cas, sa politique économique et sociale s'est située dans la continuité de celle de l'ancien régime, et donc à l'antipode des objectifs de la révolution.¹

A la tête du gouvernement à compter du 24 décembre 2011, les dirigeants d'Ennahdha ont notamment cherché à mettre en œuvre deux de leurs objectifs fondateurs : l'inscription de la chari'a dans la Constitution, la remise en cause de l'égalité juridique partielle dont les femmes bénéficiaient depuis les lendemains de l'indépendance. Ils ont été contraints d'y renoncer face aux mobilisations. En cherchant à se consolider dans la durée, ils ont développé leur mainmise sur l'administration en y recrutant massivement leurs partisans.

Ennahdha a voulu assurer son leadership sur l'ensemble de l'islam politique existant en Tunisie. A la base, une symbiose s'est réalisée entre militants d'Ennahdha et salafistes. Des prédicateurs islamistes du Moyen-Orient parmi les plus réactionnaires parcouraient librement le pays, et certains ont même été invités par l'allié d'Ennahdha, Moncef Marzouki au palais présidentiel. Quant aux jihadistes qui commençaient à constituer des maquis dans l'intérieur du pays, le président d'Ennahdha affirmait qu'il s'agissait de jeunes sportifs aimant la vie au grand air. Tenant en

public des propos modérés, il expliquait en privé à des salafistes que l'heure du 6^e Califat allait bientôt sonner.

Sur le terrain, les milices islamistes ont multiplié les menaces et attaques contre les libertés individuelles, en particulier celles des femmes, la liberté d'expression et notamment celle des artistes, ainsi que contre des militants de gauche et des locaux syndicaux. Le pouvoir fermait les yeux sur ces exactions, tout en réprimant les mobilisations, faisant par exemple tirer à la chevrotine sur la population de Siliana en novembre 2012.

En 2013, suite aux assassinats successifs de deux dirigeants du Front populaire, des mobilisations massives ont exigé le départ du gouvernement Ennahdha, accusé d'être impliqué directement ou indirectement dans ces deux meurtres. Face au risque de subir le même sort que les Frères musulmans égyptiens, l'idée qu'il est temps de se retirer momentanément du pouvoir a fini par l'emporter dans Ennahdha. Le 14 août 2013, un accord a été conclu entre les présidents du mouvement islamiste et de Nidaa Tounes (« Appel de la Tunisie »), un parti constitué autour de notables de l'ancien régime. Pendant des mois, ces deux partis n'avaient pourtant cessé de se diaboliser mutuellement, mais leurs intérêts communs l'emportaient désormais. Le 9 janvier 2014, le gouvernement Ennahdha a démissionné, tout en conservant les positions acquises par ses partisans dans les rouages de l'Etat afin de pouvoir repartir plus tard d'un bon

pied. Aux élections législatives d'octobre 2014, Ennahdha n'a finalement reculé que de façon limitée, retrouvant ainsi sa capacité à redevenir un parti de gouvernement.

Dans la logique de l'accord réalisé en août 2013, Nidaa a accordé quelques places au parti islamiste dans les gouvernements constitués depuis février 2015. Ceux-ci poursuivent la politique économique et sociale néolibérale à l'œuvre depuis l'époque de Ben Ali. Ce retour prudent au pouvoir permet à Ennahdha de se consolider. Il contribue par contre à accélérer la décomposition de Nidaa Tounes, dont l'objectif affiché lors de sa création avait été la lutte frontale contre Ennahdha. Suite aux démissions et aux scissions successives de Nidaa, Ennahdha est progressivement redevenu le premier groupe présent au parlement.

N'ayant qu'un rôle secondaire au sein de la coalition gouvernementale, Ennahdha est moins exposé que Nidaa au mécontentement grandissant de la population. Le mouvement se retrouve ainsi dans de bonnes conditions pour accentuer son ancrage local lors des prochaines élections municipales, et pour qu'un jour ou l'autre le pouvoir finisse par lui tomber entre les mains comme un fruit mûr... à condition que les luttes de clans qui l'agitent finissent par se calmer. En attendant, Ennahdha ne cesse d'afficher son admiration pour l'AKP au pouvoir en Turquie, qui combine islamisme socialement conservateur, néolibéralisme économique et social, et autoritarisme implacable. □

¹ Voir à ce sujet l'article « Un bilan en demi-teinte » publié dans ce dossier, ainsi que celui de Fathi Chamkhi daté du 16 juillet 2014, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32819>

Egypte : d'une tentative de règne sans partage à une impitoyable répression

PAR HODA AHMED

En janvier 2011, l'Égypte semblait marcher dans les pas de la Tunisie: même rejet massif d'un dictateur obédé par l'organisation de sa succession en faveur de son fils, même rejet de la mise en coupe réglée de l'économie par des hommes d'affaires corrompus, mêmes mots d'ordre: «Le peuple veut la chute du régime» et «Dégage!» Mais contrairement à la Tunisie, le dictateur n'a pas pris la fuite. La seule force capable de le chasser était malheureusement l'armée, qui structure l'appareil d'Etat et une grande partie de l'économie depuis des dizaines d'années. Le 11 février 2011, elle a destitué Moubarak et s'est emparé du pouvoir exécutif.

Mise à part l'armée, la seule force réellement organisée à l'échelle du pays était la confrérie des Frères musulmans. Créée en 1928, son histoire a été jalonnée par la répression, les arrestations, la torture. Mais elle quadrillait la société grâce à ses activités caritatives. Son mot d'ordre principal était simple: «l'islam est la solution». A chaque fois que l'occasion s'est présentée, les Frères musulmans ont remporté d'importants succès électoraux, comme dans les législatives de 2005 ou pour des élections aux structures représentatives de certaines professions (ingénieurs, médecins, avocats...). Par ailleurs, la politique d'Infitah (ouverture économique) initiée par le président Sadate dans les années 1970 a provoqué des changements importants au sein de la confrérie: elle a soutenu cette politique libérale, y compris la remise en cause en 1997 de la réforme agraire datant de l'époque de Nasser, et a en retour progressivement recruté dans la moyenne bourgeoisie et parmi les hommes d'affaires.

Alors qu'ils avaient pris en marche le train de la révolution de janvier 2011, leur parti a remporté les élections législatives de janvier 2012 avec 37,5% des voix, devant les salafistes du parti El Nour (27,8%). Et cela, avec un taux de participation sans précédent: trente millions de votants. Le 17 juin 2012, le candidat des Frères, Mohamed Morsi, a remporté le second tour des élections présidentielles avec 51,7% des suffrages, contre 48,2% pour le candidat affiché de l'ancien régime. La participation a été bien moins importante que pour les législatives, particulièrement chez les jeunes.

A partir de novembre-décembre 2012, Morsi a élargi ses pouvoirs avec la possi-

bilité de légiférer par décret et d'annuler les décisions de justice; il a limogé le procureur général du pays. Des manifestations de protestation se sont organisées et de très nombreuses grèves ouvrières ont éclaté. Morsi a par ailleurs mis en place une commission constituante dans laquelle des Frères et des salafistes étaient hégémoniques. Elle a été boycottée par la quasi totalité des partis non islamistes. Le règne de Morsi a été marqué par un recul de la situation des femmes, sans aucune avancée des droits des travailleurs ou des coptes. Organisation conservatrice, la confrérie n'a pas été capable de s'adapter à la nouvelle donne politique pluraliste. Elle a voulu imposer son hégémonie sur tout l'appareil d'Etat, ce que ni le peuple ni surtout l'armée ne pouvaient tolérer.

des sociaux-démocrates, mais aussi des nassériens et de dirigeants des syndicats indépendants qui s'étaient construits après janvier 2011. Sissi et l'armée vont réussir, par une propagande effrénée, à faire passer l'idée qu'ils représentent la continuité de la révolution et qu'ils vont réaliser ses aspirations à la condition d'un retour à la «normalité» et à la «stabilité».

En août 2013, l'armée réprime dans le sang les sit-in organisés au Caire par les pro-Morsi. On dénombre des milliers de morts, de blessés et d'arrestations. Prétextant d'un attentat, le 24 décembre 2013, revendiqué par Ansar Beit el Maqdis (devenu depuis «Province du Sinaï de Daech»), le gouvernement décide de l'attribuer aux Frères, de les criminaliser et de classer la confrérie comme «groupe

Le 6 août 2013, sur la place Rabia-El-Adaouïa du Caire, des partisans de Mohamed Morsi protestent contre sa destitution. C'est là que l'armée commettra, huit jours plus tard, un épouvantable massacre. DR.



Le 30 juin 2013, les jeunes du mouvement Tamarrod (Rébellion) réussissent à initier une gigantesque mobilisation: on parle de 14 ou même 20 millions de manifestants à travers tout le pays. Cependant, ils ne disposent pas des leviers organisationnels pour renverser Morsi, appuyé sur l'appareil des Frères. Pour la plupart de tradition nassérienne, les dirigeants de Tamarrod s'en remettent alors à l'armée. Et c'est celle-ci qui, comme en 2011, renverse le président; un président élu démocratiquement bien entendu, mais dans des circonstances particulières, avec un mandat du peuple qu'il s'est empressé de trahir, d'où sa perte de popularité et le droit légitime aux yeux des manifestants de le révoquer.

Le 3 juillet 2013, le maréchal Sissi prend le pouvoir. Il reçoit le soutien des libéraux et

terroriste».

Un coup très dur a été porté aux Frères par la fermeture de leurs dispensaires, écoles, centres d'apprentissage ainsi que par le gel de leurs avoirs. Les dirigeants qui ont pu échapper à la prison sont partis en exil au Qatar ou en Turquie. Les divisions entre les tenants d'un compromis avec le pouvoir et ceux qui font du retour de Morsi une condition non négociable s'exacerbent et la scission semble inévitable, avec un affaiblissement que la confrérie n'a jamais connu depuis sa création. Ce sont les groupes islamistes les plus radicaux, comme la «Province du Sinaï» de Daech ou Hasm, qui tiennent le devant de la scène avec des attaques terroristes qui ne cessent pas, que ce soit dans le Sinaï ou dans les grandes villes. □

MAROC

Dans le Rif, une mobilisation de masse radicale

PAR CHAWQUI LOTFI

Le Maroc aurait été « épargné » par la vague de soulèvements de 2011, en raison de la forte légitimité de la monarchie, à croire certains. Voire... Le feu couve, comme le prouve la révolte actuelle de la population du Rif, dans le nord du pays.¹

Commencée en octobre 2016 suite à la mort d'un jeune vendeur de poissons, broyé dans une benne à ordures alors qu'il tentait d'y récupérer sa marchandise confisquée par la police, la rébellion rifaine (le «Hirak», «mouvement») se poursuit à ce jour. Elle repose sur des comités locaux ancrés dans les quartiers, villes et villages, ainsi que sur des exigences sociales communes élaborées avec les populations. Indépendante des forces politiques, elle anime une défiance organisée face aux «officines politiques» du pouvoir et de ses relais, en s'adressant directement à la monarchie. La rébellion s'inscrit dans la longue histoire de résistance de la région contre le colonialisme et le pouvoir central. Cette continuité se traduit dans l'affirmation d'un «peuple» attaché à son identité historique et culturelle (amazigh) mais, loin de tout ethnicisme identitaire, le mouvement met en avant la lutte pour les droits fondamentaux.

Il a su innover dans les formes de lutte malgré le contexte répressif, donner une visibilité quotidienne à la contestation, élaborer un récit indépendant face à la propagande qui vise à le criminaliser. Par le passé, beaucoup de luttes s'arrêtaient du fait de la répression, ou s'essouffaient en raison de leur isolement et des divisions/cooptations organisées par le pouvoir, y compris en s'appuyant sur les organisations traditionnelles, syndicales ou autres. Cette fois, le mouvement compte sur ses propres forces, s'appuie sur les larges masses non organisées, refuse de négocier en échange de l'abandon de la lutte ou de vagues promesses, et ne cherche pas à déléguer sa lutte. Il a également su cristalliser une solidarité réelle.

LA RÉPONSE DU POUVOIR: RÉPRIMER ET SOUMETTRE

Couvre-feux, barrages routiers, quartiers

entourés de camions militaires, arrestations massives, militants enlevés dans la rue, violences policières à chaque grande action de masse – rien de tout cela n'a pu circonscrire la mobilisation. Les animateurs et animatrices de la lutte se sont renouvelés à la faveur de l'auto-organisation qui a permis à des milliers de jeunes d'expérimenter la lutte collective.

Le pouvoir ne peut libérer les détenus et dirigeants de la lutte, accusés de graves atteintes à la sécurité intérieure et qui ont refusé de demander une grâce royale, sans que cela n'apparaisse comme un recul de sa part. Il ne peut satisfaire les revendications, tant celles-ci sont étroitement liées à des politiques structurelles marquées par le sceau de la prédation et de l'austérité. Ce serait ouvrir la porte à une avalanche de revendications dans l'ensemble du pays. Il ne peut «dialoguer» avec le mouvement dont la légitimité vient du peuple, sans accentuer la crise de la façade démocratique, construite précisément pour éviter l'émergence et l'expression autonome des exploités et opprimés.

Le discours royal à l'occasion de la fête du trône, dix jours après la terrible répression de la manifestation du 20 juillet, est révélateur. Le pouvoir affirme que l'insuffisance du développement économique serait due à la faiblesse du secteur privé, ainsi qu'à l'omnipotence d'une fonction publique dont les agents seraient peu motivés, irresponsables et peu compétents. Le discours a tenu pour responsables les partis, les élus, l'administration, comme si la monarchie n'exerçait pas le pouvoir, n'organisait pas directement ou indirectement le champ politique et institutionnel, ne faisait et défaisait pas les partis. La monarchie fait le constat de l'existence d'un fossé séparant les institutions et le peuple pour ensuite se présenter comme étant au-dessus de la mêlée, comme si elle n'était pas l'institution centrale qui commande

toutes les autres.

Ce discours pointe la perte de la capacité d'encadrement des partis qui créerait un «vide regrettable et dangereux». Il félicite les «forces publiques» qui, «avec courage, patience, retenue ont fait preuve d'un grand respect de la loi» et préservé ainsi «la sécurité et la stabilité». Mais la fable selon laquelle le roi serait soucieux des intérêts du pays et des citoyens, alors que son entourage et «les politiques» ne suivraient pas, ne passe plus. La conscience selon laquelle c'est l'ensemble de l'Etat qui est corrompu dans tous les sens du terme, s'élargit à une échelle de masse.

VERS UNE INTIFADA MAROCAINE ?

Le 8 août a été annoncé officiellement le décès d'Imad el-Attabi. Ce jeune de 15 ans était tombé dans le coma après avoir reçu à la tête une grenade, lors de la manifestation du 20 juillet. La mobilisation, qui avait connu une accalmie relative, est repartie de plus belle. Le 11 août, le procureur du roi a annoncé la fin des enquêtes préliminaires. L'accusation s'appuie sur des articles du code pénal qui pourraient entraîner une demande de peine de mort ou de prison à perpétuité pour les dirigeants du Hirak!

La population sent que le pouvoir veut l'écraser. Mais quelle que soit l'issue de la lutte, la situation générale n'est plus la même. Nous sommes dans une phase de recomposition générale des forces sociales, d'accélération de la lutte des classes, d'affirmation d'une nouvelle génération politique reconfigurant les objectifs du combat social et démocratique. La question d'une intifada populaire et de la chute de la tyrannie pour arracher la liberté, la dignité et la justice sociale se pose d'une manière de plus en plus concrète. □

¹ Voir le dossier sur le Maroc publié dans notre numéro 83 de janvier 2017, avec notamment l'article «La question amazighe».

ALGÉRIE – ENTRETIEN AVEC NADIR U. HADDAD

« Si le mouvement social est entré en résistance passive, il n'a pas abdicqué »

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHY BILLARD

Nadir U. Haddad est un militant du Parti socialiste des travailleurs d'Algérie. Il nous rappelle ici que l'Algérie a été secouée par des mobilisations sociales et politiques profondes bien avant 2011, et comment le « printemps arabe » a mis le gouvernement sous pression.

Avec le recul, qu'est-ce qui explique que la vague du Printemps arabe n'ait pas eu de rebond en Algérie ?

Pour comprendre l'absence de l'Algérie dans cette « vague du printemps arabe », il faut peut-être placer le mouvement social et protestataire algérien dans une autre périodisation politique et sociale que celle qui a commencé en 2011. S'il est vrai que les traumatismes de la guerre civile larvée, ou ce qui est connu comme « les années terroristes » durant la décennie 1990, a joué comme un frein et une chape de plomb sur toute la société, les critiques oublient souvent le « printemps » qu'a connu l'Algérie en 2001, qualifié souvent de « printemps noir » pour sa violence et la répression qu'il a subie.

Ce printemps 2001 a été de l'ampleur de ce qu'a connu la Tunisie ou de ce que connaît le Maroc aujourd'hui. Par la radicalité de ses revendications et son niveau d'organisation, cela a été une véritable insurrection. Pendant plus de quatre mois, dans une région du pays, la Kabylie, a émergé une sorte de dualité de pouvoir. Si cette insurrection, ou du moins son niveau d'organisation le plus avancé, sont restés principalement cantonnés à la Kabylie, on peut toutefois parler d'une insurrection algérienne. Car les insurgés eux-mêmes n'ont eu de cesse de l'affirmer et de chercher à l'étendre dans tout le pays. Ceci a par ailleurs plus de similitudes avec la révolte marocaine en cours qu'avec les cas syrien ou égyptien.

L'échec de cette insurrection, qui aurait pu déboucher sur une révolution (échec lié à différentes raisons qu'on ne pourra pas développer ici) a néanmoins introduit un nouveau comportement politique dans la société algérienne : il a fer-

mé d'une certaine manière le « cycle du terrorisme » comme action politique, en montrant qu'il y a une autre manière d'organiser la révolte et la protestation ; il a ouvert sur un autre cycle de protestation, sous forme d'« émeutes » qui ont touché tout le territoire. Ce qui a contraint le président Bouteflika à revoir à la baisse sa politique de libéralisation économique, en maintenant une certaine présence de l'Etat et des pouvoirs publics dans nombre de secteurs considérés par les Algériens comme des acquis : l'éducation, la santé, le logement, l'énergie, l'eau, les subventions de certaines denrées alimentaires comme le lait ou le pain. Cela, même si cette politique gérée de manière bureaucratique et sous la contrainte a surtout conduit à fabriquer et entretenir une clientèle du pouvoir – ce que la critique libérale désigne comme l'« achat de paix sociale ».

De ce point de vue, l'onde de choc du printemps tunisien a certes touché l'Algérie, mais il n'a fait que rappeler au pouvoir et à l'Etat algérien leur devoir à l'endroit des populations les moins nanties.

S'il n'y a pas eu de mobilisation politique contre le pouvoir, par contre, depuis 2011, de nouveaux mouvements sociaux se sont développés (mouvement des chômeurs du Sud, mobilisation populaire à In Salah, mobilisation dans la fonction publique), quelles en sont les caractéristiques ?

Ce mouvement de protestation sous forme d'émeutes, comme nous venons de le signaler, sans organisation et sans perspectives politiques, commençait à s'essouffler. Le « 2011 tunisien » l'a re-

lancé en maintenant la pression sur le pouvoir de Bouteflika. Si cela n'a pas abouti à une grande mobilisation, on a cependant vu surgir de nouvelles formes d'organisations et de nouvelles plateformes de revendications, plus durables et axées davantage sur des logiques programmatiques d'avenir que sur des revendications conjoncturelles : la question du chômage des jeunes diplômés, la question énergétique et les enjeux environnementaux liés au projet d'exploitation du gaz de schiste dans le sud, la question des libertés démocratiques et des libertés individuelles, la question des retraites, le code du travail... Ce sont autant de revendications et de structures associatives et syndicales qui ont émergé dans le sillage du printemps arabe, mais qui ne font que prolonger le cycle ouvert par 2001, tout en restant sceptiques à l'égard de toute expression politique radicale. La contre-révolution égyptienne, mais surtout le chaos libyen et la guerre en Syrie ont sûrement joué un rôle dans ce scepticisme vis-à-vis du politique, ce qui a joué en faveur du pouvoir en place malgré son essoufflement.

Peut-on dire qu'à travers les réseaux sociaux se construisent de nouvelles expressions de résistance (par exemple les femmes à Annaba contre le harcèlement) ?

On peut dire que ces derniers temps s'est installée une sorte de résistance passive, avec moins d'émeutes mais avec un niveau d'organisation légèrement supérieur, notamment autour de grèves syndicales dans la fonction publique, chez les étudiants ou dans le mouvement associatif. La récente réaction des femmes contre le harcèlement

sur les plages à Annaba est un mauvais exemple pour comprendre le combat des femmes afin de sortir de leur statut d'opprimées. La question du bikini, du voile et de l'habit d'une manière générale est certes une préoccupation chez les femmes face aux attaques de la société conservatrice et des islamistes, mais c'est un enjeu secondaire dans leur quête de liberté à travers une lente et progressive, mais réelle conquête de l'espace public, des lieux de travail, de l'école et des espaces de loisirs. Récemment, le laborieux travail de sensibilisation mené par des femmes syndicalistes de l'UGTA contre le harcèlement sur les lieux travail, au foyer et dans la sphère conjugale a été récompensé par le vote d'une loi qui améliore leur statut sur le plan juridique face aux harcèlements qu'elles subissent au quotidien.

Quels sont, pour le pouvoir, les enjeux de la succession de Bouteflika dans un contexte de recul de la rente pétrolière ?

Avec la nomination le 24 mai 2017 de l'ancien ministre du logement, Abdelmadjid Tebboune, au poste de premier ministre, puis son limogeage dès le 15 août au profit du chef de cabinet du président, Ahmed Ouyahia, nous vivons cet été un épisode qui met en évidence les contradictions latentes au sein du pouvoir de Bouteflika. Il y a des relents, au niveau politique, d'une course pour la succession au président malade. Il y a aussi une signification sur le plan social et économique.

On assiste, d'un côté, à la montée en puissance des nouvelles classes possédantes qui ont pris leur essor sous l'ère Bouteflika et aspirent à plus de libéralisation économique et davantage de places dans les rouages du pouvoir, dont elles étaient jusque-là tenue plus au moins à l'écart. Il y a d'un autre côté la fraction du pouvoir, que représente l'actuel premier ministre, qui redoute une intervention violente du mouvement populaire devant une éventuelle déliquescence de l'Etat sous les pressions des ultralibéraux. Car si le mouvement social est en résistance passive, comme nous l'avons souligné, il n'a pas toutefois abdiqué.

A un niveau plus conjoncturel, la nomination de Tebboune semblait obéir à une volonté de soigner l'image d'un pouvoir présidentiel malmené par des affaires de corruption, des chantiers

publics interminables et une gestion opaque des affaires de l'Etat par un président de plus en plus absent. Mais Abdelmadjid Tebboune avait vite pris son autonomie et affiché une volonté de «nettoyer les écuries d'Augias», de contenir les forces de l'argent en «séparant le pouvoir de l'argent du pouvoir politique», comme il l'avait affirmé dans ses premiers discours et prises de position, notamment à l'égard du représentant du patronat, Ali Haddad, à qui il reprochait des abus dans le traitement de faveur dont il bénéficie de la part des pouvoirs publics. Et c'est avec la même rapidité que ces mêmes «forces de l'argent» ont réagi afin de le déloger.

Prisonnier lui-même d'une démarche néolibérale, même si elle est moins extrémiste que celle portée par ses opposants, agissant en solitaire dans son univers politique au sein du sérail, le désormais ex-premier ministre a vite montré les limites de ses élans patriotiques. Car dans ce genre de démarche politique, le minimum de bon sens est de rechercher des alliances pour élargir les contours de son camp, s'il le faut au-delà du sérail et des forces qui l'ont nommé à ce poste. Mais cela semblait être hors de ses capacités et de sa volonté. La bureaucratie syndicale, que dirige l'inamovible secrétaire général, Abdelmadjid Sidi-Saïd, a d'ailleurs ra-

moyennes qui assistent à cette crise dans les sommets du pouvoir commencent à rêver, toutes proportions gardées, à l'émergence d'un «Keynes» au niveau économique ou d'un «Poutine» qui s'opposerait à l'occident européen et américain. Mais ces gens restent orphelins d'une expression politique ou d'un mouvement syndical qui pourrait porter ces aspirations au-delà des enjeux du sérail. Et c'est précisément pour éviter toute jonction entre ces forces disparates, aspirant à ne serait-ce qu'un minimum d'éthique et de transparence dans la gestion des affaires de l'Etat, ainsi que de justice sociale anti-corruption, que l'ordre patronal, appelé en l'occurrence «consensus présidentiel», s'est rappelé au souvenir de tous. Ce n'est pas par hasard si le limogeage de Tebboune s'est fait en pleine période de congés : alors que la rentrée sociale risque de compliquer les choses, il ne fallait surtout pas prêter le flanc à la constitution d'alliances pouvant dépasser les simples enjeux de sérail.

Avec Ahmed Ouyahia, le cours économique néolibéral reprend sa marche en avant. Drapé dans l'habit du «réformateur libéral», le gouvernement appelle aux privatisations et à la fin de la «démagogie sociale» – tout ce que les patrons aiment entendre. Mais les mêmes questions restent posées : Ouyahia est



Valse de premiers ministres en plein été : Abdelmadjid Tebboune (ici à droite) limogé au bout de trois mois au profit d'Ahmed Ouyahia (sur la gauche), DR.

pidement fait son choix en s'affichant avec le patron des patrons et en défendant les vertus du libéralisme comme unique alternative pour l'économie algérienne.

Le monde du travail, les couches populaires et une partie des couches

il un premier ministre qui donne le «la» sur la nouvelle politique en temps de vaches maigres, ou le candidat d'un nouveau consensus pour les présidentielles de 2019 ? Quoi qu'il en soit, c'est un consensus du monde du travail qui s'avère d'une pressante nécessité. □

Impérialisme et djihadisme, deux étoiles jumelles

PAR ANTOINE RABADAN



Le 17 août 2017, sur les Ramblas de Barcelone. DR.

Les attentats de ce mois d'août à Barcelone et Cambrils obligent une fois encore à prendre la mesure du danger que représente, en Europe particulièrement, la nébuleuse djihadiste captée, instrumentalisée et mobilisée, avant, pendant ou après le passage à l'acte, par Daech. En recul sur le terrain militaire au Moyen-Orient, celui-ci tente de porter sa guerre au cœur de l'Occident, en vue d'y déclencher une profonde déstabilisation politique.

Le paradoxe tient au fait que la dimension politique de la situation créée se trouve brouillée par le rapport mortifère, certes inégal, mais étroitement combiné malgré l'opposition des «valeurs» mobilisées, qu'entretiennent entre eux les deux camps en présence. L'importation ici d'une version terroriste de l'islam, l'exportation «là-bas» de la politique guerrière du capital impérialiste, ont sur les consciences un croisement d'effets délétères, virant à la panique lorsque se produisent les attentats comme, au demeurant, les massacres de civils sur les «théâtres de guerre» si curieusement nommés...

Le lieu idéologique où se déploie ce croisement brouillé est la double question recoupant arrivée massive en Europe de migrant-e-s, fuyant, pour partie au moins, ces zones moyen-orientales de combat, et développement d'une islamophobie relevant certes d'une pluralité causale mais s'articulant spécifiquement et de façon opportuniste, plus en France au demeurant

qu'en Catalogne Sud, à ces flux de migrations. Le tout fonctionne comme l'une de clés fondamentales de la stratégie capitaliste d'affaiblissement de l'unité du camp des exploité-e-s et des opprimé-e-s aux fins de résolution antipopulaire des déséquilibres économiques («la crise») induits par la mondialisation néolibérale.

La sidération produite dans les populations par l'horreur terroriste devient le terrain propice pour que les deux protagonistes en guerre tentent d'avancer leurs pions dans les consciences traumatisées, afin de les dépolitiser pour mieux les repolitiser à leur main : le djihadisme terroriste assume le paradoxe d'accroître délibérément l'islamophobie, exacerbée par une extrême droite ayant l'oreille d'une bonne partie du personnel politique traditionnel de la droite, donc en menant une politique du pire pour les musulman-e-s dans l'espoir simpliste, voire ubuesque, qu'ils et elles viennent à lui et se transforment en armée de conquête de l'Occident impie; les Etats impérialistes jouent de l'effet repoussoir que les attentats démultiplient, pour à la fois légitimer à une échelle élargie leur interventionnisme «à l'extérieur» et s'assurer une légitimité «à l'intérieur» afin de mener des politiques antisociales et liberticides, contre ceux-là mêmes qu'ils se gagnent politiquement dans ce processus d'intoxication des esprits.

Devant une telle situation, faite d'entrelacs complexes où deux forces solidaires, mal-

gré leur opposition, développent des orientations antipopulaires tout en travaillant à obtenir à leur profit le consensus des peuples, les anticapitalistes se retrouvent dans la position du tiers politique exclu. Confronté-e-s à l'injonction campiste du «si tu es contre eux/elles, tu es avec nous», méchant héritage, entre autres, d'une gauche ayant fait faillite, il leur faut assumer d'être à contre-courant mais en évitant d'en rajouter et, à cette fin, en tenant fermement les deux bouts de la problématique de la période.

D'un côté, une condamnation claire des attentats, de leurs auteurs et commanditaires; pour ce qu'ils représentent d'intolérable atteinte à un élémentaire droit de vivre dans la pluralité des différences d'opinion et de croyance, mais aussi parce qu'ils contribuent, à l'unisson de leur ennemi capitaliste mondialisé, à la défaite des politiques d'auto-émancipation qui prônent qu'aucun peuple n'est l'ennemi d'un autre. De l'autre côté, une opposition tout aussi ferme à l'instrumentalisation qu'en font les Etats impérialistes au profit de leur politique austéritaire et liberticide, sur le mode de l'«union nationale», elle-même incluse dans la défense de l'Occident contre la barbarie... orientale, et avec la petite musique du «there is no alternative» Thatcherien qui signe le maintien ou l'accroissement d'un rapport de forces toujours défavorable aux classes populaires. □